Une page d'histoire

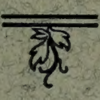
LA POLITIQUE DE L'ANGLETERRE

AVANT ET APRÈS LA GUERRE

PAR

HENRI BOURASSA

DIRECTEUR DU *DEVOIR*



MONTRÉAL

IMPRIMERIE DU *DEVOIR*

43 RUE SAINT-VINCENT

1914

MO-GSP

Une page d'histoire

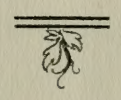
LA POLITIQUE DE L'ANGLETERRE

AVANT ET APRÈS LA GUERRE

PAR

HENRI BOURASSA

DIRECTEUR DU *DEVOIR*



MONTRÉAL

IMPRIMERIE DU *DEVOIR*

43 RUE SAINT-VINCENT

1914

TABLE DES MATIÈRES

Page

Avertissement I

I La politique de l'Angleterre avant la guerre 1

Les prodromes du conflit 2

L'Angleterre et la Triple Entente 4

L'Angleterre et l'Entente Cordiale 7

L'Angleterre et l'Allemagne 13

La neutralité de la Belgique et du Luxembourg 17

La liberté du commerce britannique 21

II La politique de l'Angleterre après la guerre 23

Les responsabilités de la Russie 25

L'entente anglo-allemande de demain 27

Les conséquences au Canada 31

APPENDICES :

I L'Entente Cordiale 34

II La neutralité du Luxembourg 36

III "L'Etat d'esprit et la situation en Angleterre" 42

IV L'opinion de M. Ewart 47

AVERTISSEMENT

La première partie de cette brochure renferme cinq articles publiés dans le Devoir, *du* 9 *au* 14 *septembre, sous le titre*: "Un chapitre d'histoire".

La seconde partie contient l'analyse que j'ai faite, en trois articles parus le 28, *le* 29 *et le* 30 *octobre, d'une remarquable étude publiée par le* Contemporary Review, *en septembre; ainsi qu'un article, en date du* 31 *octobre, dans lequel je signalais les répercussions au Canada de la politique préconisée ou annoncée par l'écrivain anglais.*

Cette réédition contient, dans la première partie surtout, quelques développements additionnels, inspirés soit par la connaissance de faits nouveaux ou inconnus lors de la publication des articles, ou par le désir de préciser ma pensée ou mes conclusions.

On trouvera en appendice: 1o. *Le texte des lettres échangées entre sir Edward Grey et M. Paul Cambon, en novembre* 1912; *ces lettres constituent la formule de l'Entente Cordiale, telle qu'elle existait au moment de la guerre;* 2o. *de copieux extraits du compte rendu des débats du parlement impérial, en* 1867; *ces textes indiquent la pensée des hommes d'Etat britanniques sur les obligations assumées par la Grande-Bretagne à l'égard de la Belgique et du Luxembourg, et particulièrement l'opinion de lord Derby et de lord Clarendon, invoquée par sir Edward Grey dans l'un de ses entretiens avec M. Cambon;* 3o. *toute la première partie d'un article sur* "l'état d'esprit et la situation en Angleterre", *signé *** et paru dans le* Correspondant *du* 25 *août* 1914; *des renseignements puisés à bonne source m'autorisent à dire que l'auteur de cet article est un ancien ministre des Affaires étrangères, en France;* 4o. *l'analyse de l'opinion de M. John S. Ewart sur les causes de la guerre et ses suites probables.*

Ces pièces établissent que les opinions que j'ai émises dans le Devoir *sont partagées par un écrivain anglais apparemment fort averti, par un homme d'Etat français des plus autorisés, et par un jurisconsulte anglo-canadien de premier ordre, peut-être la plus haute autorité du pays en matière de droit constitutionnel et d'histoire politique. Elles prouvent également qu'en Angleterre et en France, on n'hésite pas à parler ouvertement de matières qu'ici l'on voudrait soustraire à la discussion publique; et qu'on trouve non seulement tolérable mais utile et même nécessaire d'en parler* maintenant.

* * *

Je ne me cache pas les lacunes et les défauts d'un travail hâtif, forcément soumis aux exigences du labeur ingrat et pressant d'une publication quotidienne. Mais je crois pouvoir dire sans exagération que cette étude et les pièces justificatives qui l'appuient constituent le seul

effort sérieux tenté au Canada pour éclairer l'opinion publique sur les causes réelles du conflit européen, sur la politique passée et future de la Grande-Bretagne et sur les répercussions inévitables que cette politique aura au Canada.

J'ai écrit ces articles et je les reproduis dans leur forme actuelle avec le sincère désir d'aider mes compatriotes de toutes races, — ceux bien entendu qui sont susceptibles de penser et de réfléchir, — à se former une juste idée de la situation faite au Canada par la guerre européenne et la part que le parlement canadien a décidé d'y prendre. Comme objet plus immédiat et plus précis, j'ai voulu démontrer le grave danger des efforts multipliés pour faire tomber cette question dans le domaine des races et pour induire les Canadiens-français à se croire tenus à des devoirs plus étendus et plus nombreux que ceux des autres groupes ethniques du Canada.

Les droits et les obligations des Canadiens-français sont égaux et identiques à ceux des Canadiens d'origine britannique. Du moins, c'est la théorie. En pratique, il faut l'avouer, beaucoup semblent croire que les Franco-Canadiens ont double obligation et demi-droit.

Quels que soient le mode et l'importance de la participation du Canada à la lutte des Alliés, le Canada ne doit agir que comme entité nationale. *Ses gouvernants n'auraient jamais dû l'oublier. Ils avaient aussi le devoir impérieux de s'inspirer, dans la détermination des mesures à prendre, du seul souci des intérêts généraux et supérieurs du Canada.*

Même dans leurs relations avec la métropole, ils ne doivent pas perdre de vue que leur premier devoir est de veiller aux intérêts du Canada, comme celui des ministres et du parlement britanniques est de veiller aux intérêts du Royaume-Uni. Lorsqu'il y a conflit entre ces deux catégories d'intérêts, les gouvernants canadiens doivent soutenir les intérêts du Canada contre *ceux de la Grande-Bretagne, tout comme les hommes d'Etat anglais n'hésitent jamais à sacrifier les intérêts des colonies soi-disant autonomes aux intérêts de la Grande-Bretagne et de ses possessions directes.*

Il ne peut y avoir d'entente durable et féconde entre la Grande-Bretagne et le Canada si les hommes d'Etat canadiens n'ont constamment à l'esprit cette pensée et ce souci. C'était la pensée maîtresse et le souci principal des Pères de la Confédération et des hommes d'Etat qui avaient trouvé le secret de consolider le lien colonial par l'accroissement des libertés nationales; c'était la politique de Macdonald, de Cartier, de Brown, de Campbell, de Blake. Je l'ai démontré maintes fois; j'aurai bientôt l'occasion de le prouver plus clairement encore.

* * *

C'est afin de rappeler ces saines traditions et les vérités essentielles et permanentes qui s'en dégagent que je me suis appliqué à faire ressortir cette vérité patente: le seul souci des intérêts britanniques constitue le facteur déterminant, l'inspiration unique de la politique de la Grande-Bretagne — de sa politique coloniale comme de sa politique internationale.

*Au fond, c'est la politique de tous les peuples, de tous les gouvernements. La France s'est alliée à la Russie, parce qu'elle avait un intérêt vital à faire contrepoids à la Triple Alliance. L'Italie s'est détachée de la Triple Alliance parce qu'elle a intérêt à s'emparer du Trientin, à étendre son emprise sur l'Adriatique, à fortifier ses conquêtes nouvelles sur le Turc en s'appuyant sur les nations qui, après avoir pendant un demi-siècle tenu debout l'*homme malade, *ont aujourd'hui intérêt à le laisser mourir.*

*Grâce à son isolement insulaire, à ses fortes traditions qui ont résisté jusqu'ici à l'action délétère du parlementarisme, grâce surtout à l'admirable esprit public de ses classes dirigeantes, l'Angleterre a pratiqué cette politique de l'é*goïsme *national avec plus de vigueur et de succès que toute autre nation.*

C'est pourquoi j'écrivais, le 8 *septembre, avant de commencer la publication de ces articles*:

> "Notre patriotisme bruyant, enfantin et, somme toute, peu producteur d'action, y gagnerait beaucoup à profiter de l'exemple de magnifique "égoïsme" que lui enseigne toute l'histoire de la politique anglaise, dont nos loyalistes parlent tant mais qu'ils semblent si peu comprendre."

Cette politique vraiment nationale, nul ne l'a énoncée avec plus de franchise et pratiquée avec plus d'ampleur et de succès que l'homme d'Etat supérieur qui dirige depuis quelques années les relations étrangères de la Grande-Bretagne.

Fidèle à la vraie tradition anglaise, sir Edward Grey a fait sortir son pays de "l'isolement splendide" *et fallacieux où l'avaient entraîné les* Little Englanders *et les ultra-jingos. D'autre part, il a évité le péril où l'auraient conduit les impérialistes militants et militaristes, le piège des alliances précises et encombrantes.*

*Il ne s'est jamais lié les mains. Il n'a conclu que des ententes conditionnelles. Il s'est rapproché de la Russie sans rompre avec le Japon; il a fait l'*entente cordiale *avec la France tout en poursuivant le rapprochement vers l'Allemagne. Encore aujourd'hui, alors que les circonstances, plus fortes que sa volonté, le forcent à rompre avec l'Allemagne, il ne néglige aucun soin pour rétablir les ponts, dès la guerre finie.*

Il m'a paru d'un puissant intérêt d'actualité et de permanence *de fixer un instant l'attention du peuple canadien sur la manoeuvre habile et surtout ferme et tenace de cet homme d'Etat remarquable, durant le prologue de la tragédie européenne.*

* * *

Cette simple et loyale tentative de jeter un peu de lumière dans le chaos des insanités qui se débitent au Canada sur les causes de la guerre et les motifs de l'intervention de l'Angleterre, m'a valu une bordée d'injures, de menaces, de dénonciations, et aussi quelques observations moins affolées.

Aucune de ces explosions de préjugés, de ces expressions d'opinion n'a revêtu le caractère d'une vraie critique. Elles peuvent toutes se ramener à trois catégories: "Calomnies, insultes à la mère-patrie!" —

"Ce n'est pas le temps de parler de ces choses-là." — "Vos conclusions ne répondent pas à votre prologue et à votre démonstration."

La grotesque accusation de "déloyalisme", de calomnie, d'insulte à la mère-patrie, se réfute par la seule lecture de ces pages. Elle ne mérite pas qu'on s'y arrête un instant.

A la deuxième proposition, fort puérile, j'ai suffisamment répondu au cours de ces articles. Les hommes sérieux et intelligents comprennent de mieux en mieux combien, au contraire, c'est le temps *d'en parler, comme on en parle en France, en Angleterre et partout.*

Je dirai un mot de la troisième, parce que c'est la seule qui se rapproche d'une critique sensée et qu'elle m'a été exprimée par quelques personnes de bon sens.

Pour affirmer que le jugement porté en conclusion sur le rôle de sir Edward Grey ne répond ni à mon début ni à ma démonstration, il faut m'avoir mal lu.

Dès le 8 *septembre, en annonçant la publication de cette étude, j'écrivais*:

> "Je leur recommande tout particulièrement [*aux gens sincères*] la lecture attentive du *livre blanc* publié par le gouvernement impérial, en justification de l'intervention de l'Angleterre dans la guerre actuelle.
>
> "Ils y perdront peut-être quelques illusions. Ils seront bien forcés de constater qu'aux yeux de sir Edward Grey et de ses collègues, le salut de la France et la protection de la Belgique sont restés, jusqu'au dernier jour, des considérations secondaires, entièrement subordonnées aux seuls intérêts de la Grande-Bretagne. Mais ce que le grand diplomate anglais perdra à leurs yeux comme "champion du droit et de la justice", il le regagnera comme défenseur, habile, courageux et opiniâtre des intérêts de son pays."

Dans mon quatrième article, consacré à l'étude du livre blanc *et paru le* 12 *septembre, après avoir résumé les conversations de sir Edward Grey et du Prince Lichnowsky, j'ajoutais*:

> "Je me suis abstenu jusqu'ici de toute expression d'opinion sur le rôle et les agissements des hommes dont j'ai reproduit les paroles. Mais ici, au risque de scandaliser une fois de plus les faux patriotes, je me risque à dire toute mon admiration pour l'homme d'État courageux, inlassable, dont toute l'action n'est inspirée que par ce seul mobile: l'intérêt de *son* pays."

Enfin, le 14 *septembre, je concluais mon étude par ces paroles*:

> "Les hommes de bonne foi qui ont lu ces pages *en entier*, sans passion, dans l'esprit qui les a dictées, s'accorderont avec moi pour dire qu'elles contiennent les éléments de l'un des chapitres les plus glorieux et les plus instructifs de l'histoire d'Angleterre. L'homme qui en a fourni les données principales, même s'il s'est trompé dans son diagnostic de la situation, n'en apparaît que plus grand. Lors de la guerre des Balkans, il avait réussi à empêcher l'incendie de s'étendre sur toute l'Europe. Cette fois, les événements et la rivalité des nations ont été plus forts que lui, mais la trace de ses efforts n'en reste pas moins profonde et remarquable. Dans les deux cas, fidèle à la grande tradition britannique, il a éte avant et par-dessus tout l'homme de *son* pays. C'est là la leçon que je voulais tirer de cette étude.

"Il me paraît que le Canada ne saurait mieux démontrer son "loyalisme" qu'en s'inspirant des exemples de la grande nation à qui il a emprunté ses institutions politiques."

Il me semble que cette conclusion, loin de contredire l'opinion exprimée au début, la confirme singulièrement.

* * *

"Mais, m'objectait un brave homme, ce que je ne comprends pas, c'est qu'après avoir prouvé que la politique de l'Angleterre, celle de sir Edward Grey en particulier, est intéressée, cupide et égoïste, vous voulez que nous l'admirions et que nous l'imitions!"

Cette objection est intéressante parce qu'elle démontre jusqu'à quel point le colonialisme et le parochialisme *— pour employer un mot anglais fort expressif — ont oblitéré chez nous le sens du devoir national et réduit nos hommes publics au rôle de véritables marionnettes, que les Impérialistes anglais font danser à leur guise.*

Le premier devoir d'un homme d'Etat, c'est de bien gouverner son *pays, de défendre et de promouvoir les intérêts de* son *pays envers et contre tous, et d'apporter dans ses relations avec les pays étrangers toute la prudence et la loyauté nécessaires pour servir les intérêts de* son *pays sans violer les règles de la probité et de la morale publique.*

J'écarte la question de bon gouvernement intérieur, qui n'est pas en cause. Dans l'ordre des relations extérieures, j'admire profondément sir Edward Grey et, en général, les grands politiques anglais parce qu'ils sont généralement *et constamment fidèles à la double conception du devoir national que je viens de rappeler.*

Le devoir national de sir Edward Grey n'était pas de sauvegarder les intérêts de la France ou de la Belgique et de veiller au salut de la Russie, mais de défendre et de promouvoir les intérêts de l'Angleterre. Ce devoir, il a fait des efforts surhumains pour l'accomplir à tout prix; et en poursuivant son objet patriotique il n'a pas manqué un seul instant aux règles de la plus stricte loyauté. Aux uns et aux autres, aux demi-alliés comme à l'ennemi possible, il a tenu constamment le même langage: Je ne m'engage à rien; je ne promets ni la paix ni la guerre; notre action ou notre inaction sera déterminée par l'intérêt de la Grande-Bretagne.

Ce qui fait la force et la grandeur de cette politique profondément nationale, c'est que l'Angleterre la pratique avec un remarquable esprit de suite, une persévérance inlassable et, je le répète et j'y insiste, avec une loyauté parfaite dans ses relations avec les autres puissances.

Les hommes et les formules changent, l'objet immédiat n'est plus le même, les rapprochements et les ententes se modifient, mais l'inspiration suprême et le but ultime ne varient pas: c'est avant, après et par-dessus tout, l'intérêt de l'Angleterre.

Que l'on compare l'attitude et le langage des hommes d'Etat de 1867 *et ceux des gouvernants de* 1914. *En* 1867, *la politique anglaise est prussophile et anti-française; elle favorise l'agrandissement de l'Allemagne; elle contrecarre les mesures que la France veut prendre pour se protéger contre le Teuton. En* 1914, *la politique anglaise est anti-allemande et apparemment profrançaise; elle redoute la croissance de*

la flotte germanique, l'extension des frontières maritimes de l'Allemagne. Et cependant, dans les deux cas, l'inspiration et le langage restent les mêmes. En 1867, lord Stanley dit: Nous n'interviendrons pas au Luxembourg parce que les intérêts britanniques *ne nous le commandent pas. En 1914, sir Edward Grey dit: Nous ne soutiendrons la France et la Belgique que si les* intérêts britanniques *nous y appellent; nous ne combattrons l'Allemagne que si les* intérêts britanniques *nous y contraignent.*

D'aucuns appellent cela de l'égoïsme. Je l'appelle du vrai et du bon patriotisme. En tout cas ce n'est ni de "l'hypocrisie", ni de la "perfidie".

Naturellement, je ne ressens pas la même admiration pour les actes abominables de tyrannie perpétrés par l'Angleterre contre des nations faibles, comme l'Irlande et les Républiques sud-africaines; ni pour les multiples conquêtes faites au nom de la "civilisation supérieure"; ni pour les protestations de désintéressement et d'abnégation de certains protagonistes de l'impérialisme anglais. Ça, c'est de l'hypocrisie. Mais l'Angleterre n'a pas le monopole de ces crimes. Quelle grande nation peut lui jeter la première pierre? La France elle-même, à qui l'on ne saurait refuser une dose supérieure de générosité et de désintéressement, a encore à se faire pardonner les effroyables ravages et les spoliations innombrables perpétrés, il y a un siècle à peine, par Napoléon.

* * *

"Mais, m'objecte-t-on parfois, si vous admirez tant la haute politique anglaise, comment se fait-il que vous la combattez toujours?"

D'abord, je ne combats pas toujours *la politique anglaise. Je la combats quand je la crois contraire aux intérêts de* mon *pays; mais ce que je combats* toujours, *c'est l'idée d'assujettir la politique du Canada à celle de l'Angleterre.*

Ce que je hais, c'est le colonialisme abject qui fait de nous les serviteurs *de l'Angleterre, c'est l'impérialisme arrogant et dominateur qui tend à nous lier aux intérêts de l'Angleterre sans égard à nos propres intérêts.*

Précisément parce que j'admire profondément la haute politique anglaise, non pas d'un culte aveugle mais d'une admiration que je crois clairvoyante, je voudrais voir mon pays devenir l'émule de l'Angleterre et non son satellite ou son esclave. Je voudrais voir les hommes d'Etat de mon pays imiter l'exemple des hommes d'Etat britanniques, unir *librement les intérêts du Canada à ceux de l'Angleterre quand ces intérêts sont identiques,* opposer *courageusement les intérêts du Canada à ceux de l'Angleterre, quand ces intérêts sont contraires, les séparer quand ils sont divergents.*

C'était la politique de sir John Macdonald; et c'était la bonne.

On l'appelle aujourd'hui "déloyalisme", "trahison"; *on l'appelait autrefois* "patriotisme"; *et on l'appellera de même encore, quand les Canadiens seront guéris, qui de l'anémie coloniale, qui de la fièvre chaude de l'impérialisme.*

Henri BOURASSA.

I

LA POLITIQUE DE L'ANGLETERRE AVANT LA GUERRE

Le *livre blanc* de la Grande-Bretagne a été publié à Londres dès le début de la guerre et communiqué au parlement canadien le 19 août. Il contient les dépêches échangées, du 20 juillet au 4 août, entre sir Edward Grey et les ambassadeurs britanniques à Paris, Berlin, Pétersbourg, Vienne et Rome, ainsi que les ministres anglais à Bruxelles et à Belgrade. La plupart de ces lettres relatent les conversations de sir Edward Grey avec les ambassadeurs des grandes puissances à Londres et le récit des entrevues des représentants de l'Angleterre à l'étranger avec les ministres des affaires étrangères des mêmes puissances.

L'ensemble de cette correspondance, qui renferme plus de cent cinquante pièces, constitue un document historique de premier ordre. Lu à la lueur de l'incendie qui dévore l'Europe, il offre, sous la froide correction du langage diplomatique, un intérêt poignant. Connaissant d'avance le tragique dénouement, on se sent pris à la gorge d'une angoisse étreignante devant l'inanité des multiples tentatives de conciliation et d'apaisement, sincères ou simulées.

Par contre, l'admiration grandit à chaque page, en suivant de jour en jour l'effort inlassable de l'homme d'Etat anglais pour renouer les fils qui se cassent, reprendre les conversations interrompues, lancer de nouveaux ponts sur les abîmes qui se creusent. Partout le terrain fait défaut, les obstacles renaissent à mesure qu'ils sont aplanis; et cependant, pas une parole violente, pas un mouvement de vivacité, à peine un geste d'impatience dédaigneuse à l'endroit du "gouvernement français en voyage" (25), — allusion à l'absence de MM. Poincaré et Viviani en Russie, — et quelques rebuffades, oh! très correctes — sauf une (116) — à la Russie et à la France qui le pressent de trop près.

Par ci, par là, un court aperçu sur les lointains de l'histoire ou de la haute politique, telle cette réflexion sur la rivalité des Slaves et des Teutons (87).

Parfois même, un éclair de tragédie, tel ce mot de M. Sazonoff à sir George Buchanan, ambassadeur britannique à Pétersbourg: "Si l'Angleterre fait défaut [à la France et à la Russie], des fleuves de sang vont couler, et elle sera entraînée quand même dans le conflit!" Et cet avertissement de M. Cambon à sir Edward Grey lui-même, d'une éloquente et solennelle simplicité: "Il ne peut être dans l'intérêt de l'Angleterre de laisser l'Allemagne écraser la France.... Ne répétez pas l'erreur de 1870!"

* * *

Cette correspondance peint sir Edward Grey sous son vrai jour. Elle révèle l'homme d'Etat froid, hautement calculateur, conscient, sans

l'ombre de fatuité, du prestige de sa personne et de la grandeur de son pays, mais soucieux avant tout de ses responsabilités immédiates et des intérêts de la nation qu'il représente.

Tout son effort, durant cette courte période, porte vers un but immédiat, urgent: le maintien de la paix européenne. Ceci on l'a dit et l'on ne saurait trop le répéter. Mais ce qu'on n'a pas assez dit, ce qu'on n'a même pas dit du tout, c'est que l'objectif suprême, unique, de l'éminent diplomate, c'est l'intérêt de l'Angleterre. A cet objectif, il subordonne tout: alliances, salut des autres nations, protection des faibles, respect des traités. Tant qu'il lui reste une lueur d'espoir de conserver la paix générale, puis, cette lueur éteinte, de garder l'Angleterre en dehors du conflit, rien ne l'émeut, rien ne l'entraîne en dehors de la voie qu'il s'est tracée: ni les appels pressants de la Russie et de la France, ni le cri déchirant du pauvre petit Luxembourg, écrasé sous la botte du Prussien, ni même, quoi qu'on en ait dit, la menace de la violation du territoire belge. Ce n'est que lorsqu'il a perdu la première partie, celle de la paix, qu'il se retourne prestement et ramasse la carte de la neutralité de la Belgique pour en faire l'atout principal de la partie de la guerre.

Sir Wilfrid Laurier a eu l'heureuse idée de suggérer au premier ministre de faire faire un tirage populaire de ce dossier si instructif et de le répandre abondamment dans le public. Sir Robert Borden a acquiescé à cet avis. Tant mieux. Si nous devons entrer dans l'orbite de la politique impériale, sinon pour aider à la faire et pour en profiter, du moins pour en subir les conséquences, il n'est que juste que nous sachions un peu de quels mobiles cette politique s'inspire. C'est une bonne école que celle des grands politiques anglais.

Je ne saurais trop recommander aux lecteurs du *Devoir*, à ceux surtout qui veulent apporter quelque lumière à la formation de leurs idées politiques et de leur patriotisme, de réclamer ce document de leur député et de l'étudier attentivement (*).

En attendant, et pour la masse des lecteurs, il me semble utile de le résumer et d'en extraire les faits les plus propres à dissiper certaines légendes dangereuses, créées autour du rôle de l'Angleterre dans le conflit actuel et, en général, dans le jeu des alliances européennes.

Les prodromes du conflit

La correspondance débute, le 20 juillet, par une lettre du secrétaire d'Etat à l'ambassadeur anglais à Berlin. Dans cette lettre, sir Edward Grey relate une conversation récente avec le Prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres. Ils sont tombés d'accord sur la nécessité d'empêcher l'imbroglio serbo-autrichien de créer des complications. Ils concluent également à l'opportunité d'une pression amicale du gouvernement russe sur la Serbie (1). (**)

Le 22 juillet, sir E. Goschen télégraphie au ministre que le secrétaire

(*) Le livre bleu canadien qui contient cette correspondance (version française) porte le titre : "Documents touchant la guerre européenne." [No 40, a, b, c, d, 1915.] Je n'ai pas cru nécessaire de substituer cette traduction à celle que j'ai faite des passages cités

(**) Les numéros entre parenthèses sont ceux des dépêches résumées ou citées.

d'Etat allemand, von Jagow, est d'opinion que le débat doit être circonscrit entre la Serbie et l'Autriche (2).

Le 23 juillet, à l'issue d'une conversation avec le comte Mensdorff, ambassadeur d'Autriche, qui lui a fait pressentir les termes de la note autrichienne, sir Edward écrit une longue lettre à l'ambassadeur anglais à Vienne, sir M. de Bunsen. Inquiet, il prévoit l'éveil des susceptibilités russes. Il envisage déjà le danger d'une guerre où pourraient être entraînées "quatre des grandes puissances de l'Europe: *l'Autriche, la France, la Russie, l'Allemagne.*" Il prévoit qu'une telle guerre causerait "la ruine complète du crédit et de l'industrie de l'Europe." Aucun indice de la possibilité que l'Angleterre y soit entraînée. Il a réitéré au comte Mensdorff l'idée exprimée précédemment au Prince Lichnowsky: un échange direct de vues entre Vienne et Pétersbourg (3).

Le 24, communication officielle au Foreign Office de la note de l'Autriche (4). Dépêche à sir M. de Bunsen. Avec raison, sir Edward voit le danger dans l'ultimatum, si bref et si cassant, signifié à la Serbie (5).

* * *

Le même jour, longue et remarquable dépêche de sir Geo. Buchanan, ambassadeur anglais à Pétersbourg (6). Le ministre des affaires étrangères, M. Sazonoff, l'a fait appeler pour délibérer, avec l'ambassadeur de France (M. Paléologue), sur l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie. Le ministre russe va droit au but: "La conduite de l'Autriche, dit-il, est provocatrice et immorale; elle n'aurait jamais fait une telle démarche (*taken such action*) avant d'avoir consulté l'Allemagne.... Il espère que le gouvernement britannique ne manquera pas de proclamer sa solidarité avec la Russie et la France."

M. Paléologue fait entendre que la France est prête, en cas de nécessité, à remplir toutes ses obligations envers la Russie, et de plus qu'elle soutiendra énergiquement son action diplomatique.

La réponse de l'ambassadeur anglais est caractéristique. Je la cite textuellement:

"I said that I would telegraph a full report to you of what their Excellencies had just said to me. I could not, of course, speak in the name of His Majesty's Government, but personally I saw NO REASON TO EXPECT ANY DECLARATION OF SOLIDARITY FROM HIS MAJESTY'S GOVERNMENT THAT WOULD ENTAIL AN UNCONDITIONAL ENGAGEMENT on their part TO SUPPORT RUSSIA AND FRANCE by force of arms. DIRECT BRITISH INTERESTS IN SERVIA WERE NIL, and a war on behalf of that country would never be sanctioned by British public opinion."

"J'ai dit que je vous télégraphierais un rapport complet des déclarations que Leurs Excellences venaient de me faire; que, naturellement, je ne pouvais parler au nom du gouvernement de Sa Majesté, mais que, personnellement, *je ne voyais aucune raison d'anticiper, de la part du gouvernement, une déclaration de solidarité comportant un engagement sans conditions d'appuyer la Russie et la France;* que les intérêts britanniques en Serbie *sont nuls,* et que jamais l'opinion publique, en Angleterre, ne sanctionnerait une guerre en faveur de ce pays."

A quoi M. Sazonoff répond que toute la question européenne est

engagée et que l'Angleterre ne peut se dérober en présence des problèmes qui se posent.

M. Sazonoff ajoute que si l'Autriche rejette toute intervention, la Russie mobilisera. M. Paléologue dit qu'il n'y a qu'un moyen pour l'Angleterre d'éviter la guerre, c'est d'adopter une attitude ferme. L'un et l'autre "continuent à presser" l'ambassadeur anglais pour lui arracher *"a declaration of complete solidarity of His Majesty's Government with French and Russian Governments."* Sir Geo. Buchanan ne cède pas. Il s'engage simplement à suggérer à son gouvernement de représenter à Vienne et à Berlin qu'une attaque de l'Autriche contre la Serbie provoquerait probablement l'intervention de la Russie, "ce qui entraînerait l'Allemagne et la France, et qu'il deviendrait difficile à l'Angleterre de rester étrangère au conflit." Sazonoff ne démord pas de son idée que "si l'Angleterre ne fait pas cause commune *dès le début* avec la Russie et la France, elle augmente les chances de guerre" (6).

Le lendemain, 25, sir Edward Grey télégraphie à sir George Buchanan:

"You spoke quite rightly in very difficult circumstances as to the attitude of His Majesty's Government. I entirely approve what you said, as reported in your telegram of yesterday, and I CANNOT PROMISE MORE ON BEHALF OF THE GOVERNMENT." (24)

"Vous avez défini très exactement, dans des circonstances fort difficiles, l'attitude du gouvernement de Sa Majesté. J'approuve sans réserves vos déclarations, telles que relatées dans votre dépêche d'hier. *Je ne puis promettre davantage au nom du gouvernement."*

* * *

Voici donc la partie engagée. Sir Edward Grey marche d'accord avec le Prince Lichnowsky, il rejette l'avis de MM. Sazonoff et Paléologue. En d'autres termes, le gouvernement britannique cherche un rapprochement avec l'Allemagne, au risque de mécontenter la Russie et la France. Il s'efforce de diviser la Triplice plutôt que de resserrer les liens de la Triple Entente.

L'Angleterre et la Triple Entente

Le jour même où arrive l'importante dépêche de Pétersbourg, citée plus haut (6), c'est-à-dire le 24 juillet, sir Edward Grey a vu, à tour de rôle, les ambassadeurs d'Autriche, de France et d'Italie.

Le Comte Mensdorff lui a expliqué que la note à la Serbie n'est pas à proprement parler un ultimatum, mais une "démarche", avec sursis d'exécution, qui n'oblige pas nécessairement à la guerre. Sir Edward communique cette interprétation à Paris et à Pétersbourg (14).

A M. Cambon il fait savoir que l'ambassadeur allemand lui a demandé, *il y a déjà quelques jours,* d'exercer une influence modératrice à Pétersbourg. Il considère que si l'imbroglio reste confiné à l'Autriche et à la Serbie, *"we need not concern ourselves about it."* Si la Russie entre en scène, alors une intervention conjointe de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de l'Angleterre pourrait s'exercer simultanément à Pétersbourg et à Vienne. M. Cambon répond que la France serait prête à coopérer; mais si l'on attend que l'Autriche ait marché, il sera

trop tard. C'est à Vienne qu'il faut agir tout d'abord, afin d'empêcher le déclanchement; et c'est l'Allemagne qui doit prendre l'initiative (10).

Cet avis du diplomate français vaut d'être noté et gardé en mémoire. Il semble bien, à la lumière des développements ultérieurs, que M. Cambon avait vu clair et suggéré la seule intervention susceptible d'amener une détente et de détourner le conflit. Naturellement, il est fort possible que l'Allemagne eût refusé d'accéder à la demande de sir Edward Grey et d'exercer à Vienne la pression suggérée par M. Cambon. Mais en ce cas, l'Angleterre eût été en meilleure posture devant ses alliées et la responsabilité de la guerre pèserait plus complètement sur les seules épaules du Kaiser et de ses conseillers. Cette démarche n'ayant pas été faite, il est permis de croire sinon, comme l'écrivain anglais Bernard Shaw, que l'Angleterre est virtuellement responsable du conflit, du moins qu'elle n'a pas tenté tout ce qu'elle aurait pu faire pour l'éviter.

Dans l'après-midi du 24, le Prince Lichnowsky remet à sir Edward une note justifiant l'attitude de l'Autriche à l'égard de la Serbie et définissant ainsi l'attitude de l'Allemagne: la question ne concerne que l'Autriche et la Serbie; les autres puissances n'ont rien à y voir (9). Sir Edward, en dépit de l'objection de M. Cambon, répète à l'ambassadeur allemand que l'Angleterre n'a rien à faire avec l'imbroglio austro-serbe. Si la Russie intervient, il réitèrera son projet d'une pression conjointe et simultanée des quatre autres puissances à Vienne et à Pétersbourg (11).

* * *

Le lendemain, 25, échange de dépêches entre sir Edward Grey et les représentants de l'Angleterre à Berlin, à Vienne, à Paris, à Rome et à Belgrade. C'est véritablement ce jour-là que le sort de l'Europe s'est joué.

Le soir, sir Edward Grey et toutes les chancelleries des grandes puissances savent que la Serbie, tout en se rendant à la plupart des exigences de l'Autriche, en rejette les plus intolérables, et que l'Autriche, à moins d'une acceptation sans réserve de son ultimatum, marchera le lendemain sur Belgrade. Sir M. de Bunsen avertit son ministre qu'à Vienne l'acquiescement de la Serbie n'est ni attendu ni désiré (20).

Dans l'intervalle, arrive une nouvelle dépêche de Pétersbourg. Sazonoff insiste toujours pour l'action directe, énergique et simultanée des trois puissances. *"Il ne croit pas que l'Allemagne veut réellement la guerre;* mais son attitude sera déterminée par celle de l'Angleterre. Si l'Angleterre lie partie ferme (*stand firmly with*) avec la France et la Russie, *il n'y aura pas de guerre.* Si au contraire *l'Angleterre leur fait défaut au début, des fleuves de sang couleront, et elle finira tout de même par être entraînée dans le conflit"* (17).

C'est vraisemblablement après avoir connu cette deuxième démarche de la Russie et reçu les nouvelles de Belgrade, que sir Edward Grey a confirmé la réponse de sir George Buchanan à M. Sazonoff: l'Angleterre n'a aucun intérêt en Serbie; elle ne s'engage à rien vis-à-vis de la Russie et de la France (6 et 24).

Le 27, — pour en finir avec les instances de la Russie, — sir George Buchanan communique à son ministre une troisième entrevue qu'il

vient d'avoir avec M. Sazonoff. Le ministre russe a renouvelé sa demande d'action conjointe. L'ambassadeur anglais a réitéré sa déclaration du 24. L'Angleterre ne peut rien promettre. Elle continue son action amicale à Berlin. Sir George a exprimé le désir que le gouvernement russe ne lance pas immédiatement l'ukase de mobilisation. A quoi Sazonoff semble avoir répondu assez brusquement que retarder davantage la mobilisation de la Russie, tandis que l'Autriche arme, équivaut à donner l'avantage à l'Autriche (44).

Le même jour, 27, le comte Benckendorff, ambassadeur de Russie à Londres, déclare à sir Edward Grey que, dans les cercles allemands et autrichiens, l'impression prévaut que l'Angleterre va rester neutre, quoi qu'il arrive (*in any event we would stand aside*). L'ambassadeur déplore l'effet de cette impression. Le ministre anglais réplique que la concentration de la flotte à Portland devrait suffire à dissiper cette impression, mais il prend soin d'ajouter que ceci n'implique *rien de plus que la promesse d'une action diplomatique.* Il transmet le résumé de cette conversation à Pétersbourg (47).

* * *

Entre temps, sir Edward Grey, toujours d'accord avec le Prince Lichnowsky, poursuit son projet d'action conjointe, à Pétersbourg et à Vienne, des quatre puissances: Angleterre, France, Allemagne et Italie. Un moment, il semble tenir tous les fils dans sa main. L'Allemagne avait, la première, approuvé l'idée en principe (18 et 46); l'adhésion de la France et de l'Italie ne faisait pas de doute: leur réponse officielle, en date du 27, le prouve (49 et 52). Le même jour, la Russie notifie son consentement (53), tout en écartant avec impatience les conseils de modération de la France. Mais la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie et la mobilisation de l'armée russe déchirent en un instant toute la trame si patiemment ourdie.

Deux dépêches de sir Maurice de Bunsen, en date du 26, jettent un jour significatif sur la rupture.

L'une établit que l'ambassadeur de Russie refuse de demander, conjointement avec son collègue anglais, un sursis de l'action autrichienne (40). Or, s'il faut en croire une note du gouvernement russe, communiquée la veille à sir Edward Grey et transmise immédiatement à sir M. de Bunsen, des instructions précises avaient été données à ce sujet à l'ambassadeur de Russie (26). Y a-t-il eu contre-ordre secret de Pétersbourg?

L'autre dépêche (32) relate une conversation de l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne. Ce fonctionnaire considère que la guerre austro-serbe est chose décidée et inévitable. Il croit que "la Russie va rester tranquille pendant le châtiment de la Serbie". Il est convaincu que ni la Russie ni la France ne sont en état de faire la guerre.

Cette arrogante confiance semble démontrer que M. Cambon avait vu clair quand il conseillait, dès le 25, l'action directe à Vienne, et par l'Allemagne. Elle paraît également justifier les raisons apportées dès le début par MM. Sazonoff et Paléologue à l'appui d'une action conjointe et énergique des trois puissances de la Triple Entente — qui, hélas! ne s'entendaient guère!

* * *

Ce n'est pas seulement de Paris et de Pétersbourg que les conseils d'intervention viennent à Londres. C'est de Rome également. La correspondance de sir Rennell Rodd en fait foi. Dès le 23, ce diplomate porte à la connaissance de son ministre que le gouvernement italien connaît déjà les termes de l'ultimatum à la Serbie et ne doute nullement que l'Autriche est décidée d'avance à faire la guerre (38). Le 25, le gouvernement italien réitère son avertissement; il annonce même que l'Autriche va saisir le chemin de fer de Salonique (19). Le 29, le marquis de San Giuliano fait tenir à sir Edward Grey un avis absolument identique à ceux de MM. Sazonoff et Paléologue: si l'Allemagne était persuadée que l'Angleterre est prête à appuyer la Russie et la France, "l'effet serait considérable (80)."

Cette opinion du ministre des affaires étrangères de l'une des puissances de la Triplice, ajoutée à celle des représentants des deux alliées ou prétendues alliées de l'Angleterre, aurait dû, semble-t-il, peser lourdement dans la balance.

Sir Edward Grey préfère continuer à s'appuyer sur Berlin. Le jour même où il reçoit cet avis de l'Italie, il fait remercier le chancelier Bethman-Hollweg de son langage conciliant et l'assure de sa coopération pour le maintien de la paix (77).

* * *

Ceci clôt le premier acte de la tragédie. On peut le résumer en quelques mots:

Dès le premier signal de tempête, le ministre britannique, avant même d'avoir consulté ses alliés éventuels, lie partie avec l'ambassadeur d'Allemagne. Il repousse nettement les avances pressantes de la Russie; il rejette les conseils de M. Cambon et de M. Paléologue; il dédaigne les avertissements de l'Italie; il marche d'accord avec le Prince Lichnowsky.

Deux jours après la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, il poursuit encore ses négociations à Berlin (88 et 90).

Le moins qu'on puisse dire, c'est que trois jours avant le déclanchement général, la Triple Entente était fort précaire. Nous allons voir que l'Entente cordiale même ne tenait qu'à un cheveu.

L'Angleterre et l'Entente Cordiale

Le 29 juillet, sir Edward Grey communique à sir Francis Bertie, à Paris, le résumé d'une entrevue qu'il vient d'avoir avec M. Cambon. Il a expliqué à l'ambassadeur de France que la situation actuelle diffère essentiellement de celle créée par l'incident d'Agadir. Au Maroc, l'Angleterre était liée par une entente particulière avec la France. (Il aurait pu ajouter: et par la détermination de ne pas laisser l'Allemagne établir une base navale en face de Gibraltar). Ici elle est libre. L'Angleterre n'a aucun intérêt à intervenir entre l'Autriche et la Serbie, ni même entre l'Autriche et la Russie. *"C'est la lutte du Teuton et du Slave pour la suprématie dans les Balkans."* ..."Si l'Allemagne est entraînée,

si la France même est entraînée, NOUS N'AVONS PAS DECIDE CE QUE NOUS FERONS; c'est un cas que nous devrons étudier... Nous sommes libres de tout engagement et nous devrons décider CE QUE LES INTERETS BRITANNIQUES NOUS COMMANDENT DE FAIRE — (WHAT BRITISH INTERESTS REQUIRED US TO DO)" (87).

M. Cambon, ajoute sir Edward, "paraissait tout à fait préparé à recevoir cette déclaration: il ne l'a pas critiquée" — *"He seemed quite prepared for this announcement, and made no criticism upon it* (87)."

Cette courte phrase jette un jour lumineux sur un aspect de la situation qui semblerait inexplicable à tout observateur superficiel ou mal renseigné. Comment se fait-il que M. Paul Cambon, dont la finesse, le tact, le courage, le patriotisme, font un diplomate de premier ordre, a évité, jusqu'à la dernière minute, de presser le gouvernement anglais? Dès le début, il a vu nettement le point stratégique où aurait dû porter l'action diplomatique; il l'a signalé à sir Edward Grey; il a insinué discrètement que le ministre anglais devrait diriger du côté de Vienne le poids de ses sympathies allemandes. Mais il s'est abstenu de pousser plus avant. Pourquoi? Pourquoi surtout n'a-t-il pas posé au représentant du gouvernement britannique la sorte d'ultimatum que M. Sazonoff, au nom de la Russie, et M. Paléologue, au nom de la France, ont fait tenir au Foreign Office par l'entremise de l'ambassadeur anglais à Pétersbourg?

C'est qu'il anticipait la réponse de sir Edward Grey — *he was quite prepared for it.* — L'on va voir, par les citations qui suivent, qu'il n'avait pas tort d'éviter de brusquer les événements.

La dépêche se termine par un résumé des vues de M. Cambon sur la situation en France et l'action probable de son gouvernement. Selon lui, "l'opinion, en France, est calme mais ferme. Il anticipe une sommation de l'Allemagne, demandant à la France de rester neutre pendant que l'Allemagne attaquera la Russie. *Evidemment,* la France ne pourra prendre cet engagement: *elle est obligée d'aider la Russie, si la Russie est attaquée* (87)."

Le contraste entre les deux attitudes — celle de l'Angleterre à l'égard de la France et celle de la France en face de la Russie — est significatif. Il marque toute la distance qui sépare une entente, "cordiale" mais vague et incertaine, d'une *alliance,* cordiale ou non mais claire et précise. Au moment du danger, ces nuances ont leur valeur.

* * *

Le lendemain, 30 juillet, nouvelle entrevue (105). L'ambassadeur de France sent que l'heure décisive approche. Il manoeuvre avec une habileté et une prudence consommées. Il commence par faire verser au dossier des chancelleries anglaise et française le texte des lettres échangées entre sir Edward Grey et lui, le 22 et le 23 novembre 1912. Ces lettres, qui voient le jour pour la première fois, constituent la formule, la minute, du contrat d'*entente cordiale.* On les trouvera en appendice, à la suite de cette étude.

Ce contrat, on le constatera, ne stipule aucune obligation précise, pour l'une des deux puissances, d'agir dès que l'autre sera attaquée

ou menacée. Il comporte simplement l'engagement de "se consulter mutuellement", en certains cas de danger.

M. Cambon croit que les éventualités prévues se sont produites: "la paix générale de l'Europe n'a jamais été si sérieusement menacée", — tout le monde le reconnaît, sir Edward Grey le premier; et la France est menacée par l'Allemagne d'une "attaque non provoquée". A l'appui de cette deuxième affirmation, M. Cambon remet à sir Edward Grey une note de M. Viviani attestant que les troupes allemandes sont massées sur la frontière, que deux de leurs patrouilles ont pénétré sur le territoire français, que les Alsaciens-Lorrains ne peuvent franchir la frontière, sous menace d'être fusillés, que les réservistes allemands en France sont rappelés sous les drapeaux. M. Viviani ajoute:

"C'est le dernier stade avant la mobilisation: or, nous n'avons rappelé aucun réserviste. Comme vous le voyez, l'Allemagne l'a fait.... Ces éléments, ajoutés à ceux contenus dans mon télégramme d'hier, vous permettent de faire la preuve au gouvernement britannique de la volonté pacifique de l'un et des intentions agressives de l'autre (Annexe 3 de 105)."

Ayant ainsi complété son dossier, M. Cambon ajoute qu'il "*ne veut pas demander* [à sir Edward] *de déclarer immédiatement que l'Angleterre va intervenir*" — il connaît son homme — mais simplement de "dire ce qu'elle ferait, si certaines éventualités se produisaient", et, en particulier, si l'Allemagne attaquait la France.

Enfin, voilà la vraie question posée.

Sir Edward Grey répond que le cabinet se réunira le lendemain matin (31 juillet) et qu'il reverra l'ambassadeur, dans l'après-midi (105).

Le 31 juillet, à l'heure convenue, l'ambassadeur de France vient chercher la réponse de la nation amie. Le ministre anglais lui annonce que le gouvernement britannique a décidé.... de ne prendre aucun engagement! — "*We had come to the conclusion, in the Cabinet today, that we could not give any pledge at the present time.*" (119)

Aucun traité ni obligation de l'Angleterre, ajoute le ministre, ne sont en jeu. Néanmoins, de "nouveaux développements" peuvent changer la situation et induire le gouvernement britannique à intervenir. "La préservation de la neutralité de la Belgique *pourrait* être un facteur, *non pas décisif,* mais important", de la détermination de l'Angleterre. Il va *peut-être* demander à l'Allemagne et à la France de s'engager à respecter la neutralité de la Belgique.

Cette déclaration dubitative mérite d'être notée. J'y reviendrai lorsque j'analyserai l'attitude de l'Angleterre à l'endroit de la Belgique et du Luxembourg.

M. Cambon ramène son interlocuteur au point vital et répète sa question: Si l'Allemagne attaque la France, l'Angleterre soutiendra-t-elle la France?

Sir Edward répète qu'au point où en sont les choses, *il ne peut prendre aucun engagement* — "*as far as things had gone at present, we could not take any engagement.*"

Or, "au point où les choses en étaient rendues", l'état de siège était déclaré en Alsace-Lorraine, cinq cent mille soldats allemands étaient massés aux frontières de France, du Luxembourg et de la Belgique, des patrouilles allemandes avaient déjà pénétré sur le territoire français. J'en sais quelque chose: c'est le jour même où j'ai traversé l'Alsace, de Bâle à Colmar et à Strasbourg, au milieu des régiments, des trains d'artillerie, du branle-bas général de la guerre, virtuellement commencée.

Il semble qu'à ce moment, la patience ait failli échapper au représentant de la France. Les souvenirs du patriote percent sous la réserve du diplomate. Il se remémore l'abandon de 1870, suivant de si près l'alliance de 1854 et les services rendus par la France en Crimée, et jamais payés de retour. Il a recours à l'argument suprême: "Il ne peut être dans *l'intérêt de l'Angleterre* de laisser l'Allemagne écraser la France. En 1870, elle a commis une *grave erreur* en permettant à l'Allemagne d'accroître énormément sa puissance; elle ne devrait pas répéter *cette erreur*." Cette fois, c'est bien la critique, et la critique amère. M. Cambon demande au ministre de soumettre de nouveau la question au cabinet.

Sir Edward réplique froidement que le cabinet se réunira dès qu'il se produira de "nouveaux développements". "Pour l'instant, dit-il, la seule réponse que je puisse donner, c'est que nous ne pouvons prendre aucun engagement précis (*any definite engagement*)" (119).

* * *

Ce n'est pas seulement à l'ambassadeur de France que le ministre anglais donne cette réponse dilatoire; il l'adresse au Président de la République lui-même.

Le 30 juillet, M. Poincaré, rentré en toute hâte à Paris, fait appeler sir Francis Bertie. "Il est convaincu que la paix est entre les mains de la Grande-Bretagne. Si le gouvernement britannique faisait savoir que l'Angleterre sera aux côtés de la France en cas de conflit avec l'Allemagne... *il n'y aurait pas de guerre, car l'Allemagne modifierait immédiatement son attitude*.... Si une guerre générale éclate sur le continent, les intérêts vitaux de l'Angleterre l'y entraîneront forcément. Une déclaration immédiate de son intention d'appuyer la France, qui veut le maintien de la paix, *empêcherait presque certainement l'Allemagne de déclarer la guerre*."

C'est, on le voit, la redite quasi textuelle des affirmations trois fois répétées de M. Sazonoff. C'est la confirmation de l'avis du marquis de San Giuliano.

Sir Francis Bertie transmet immédiatement à Londres cette importante communication (99).

Sir Edward Grey diffère sa réponse au lendemain. En voici le texte complet et la traduction:

No 116.

SIR EDWARD GREY TO SIR F. BERTIE.

Foreign Office, July 31, 1914.

(Telegraphic)

I have received your telegram of yesterday's date.

Nobody here feels that in this dispute, so far as it has yet gone, British treaties or obligations are involved. Feeling is quite different from what it was during the Morocco question. That crisis involved a dispute directly involving France, whereas in this case France is being drawn into a dispute which is not hers.

I believe it to be quite untrue that our attitude has been a decisive factor in situation. German Government do not expect our neutrality.

We cannot undertake a definite pledge to intervene in a war. I have so told the French Ambassador, who has urged His Majesty's Government to reconsider this decision.

I have told him that we should not be justified in giving any pledge at the present moment, but that we will certainly consider the situation again directly there is a new development.

Foreign Office, 31 juillet 1914.

"J'ai reçu votre télégramme d'hier.

"Personne ici ne considère que dans cette dispute, au point où elle en est rendue, aucun traité ou obligation de la Grande-Bretagne est en jeu. L'opinion est très différente de ce qu'elle était lors de la question du Maroc. La crise du Maroc se rattachait à une dispute où la France était directement concernée; tandis que, dans le cas actuel, la France est entraînée dans une dispute qui n'est pas la sienne.

"Je crois qu'il n'est nullement vrai que notre attitude ait constitué un facteur décisif de la situation. Le gouvernement allemand ne prévoit pas notre neutralité.

"Nous ne pouvons prendre l'engagement déterminé d'intervenir dans une guerre. Je l'ai dit à l'ambassadeur de France, qui a pressé le gouvernement de Sa Majesté de revenir sur sa décision.

"Je lui ai déclaré que nous n'avions *aucun motif justifiable de prendre un engagement à l'heure actuelle;* mais qu'assurément nous étudierons la situation de nouveau, dès qu'il se produira quelque développement."

Notez que cette dépêche n'a été rédigée et envoyée qu'après la réunion du cabinet et la réception de la note Viviani, dénonçant l'état virtuel de guerre en Allemagne. C'est donc, à l'heure critique, la réponse officielle du gouvernement britannique à la demande d'intervention formulée par le président et le premier ministre de la République française.

* * *

Cette dépêche est, à certains égards, la plus importante de tout le dossier. Ce n'est pas la simple relation semi-confidentielle d'une conversation entre ministre et ambassadeur. C'est la notification officielle au chef de la nation française de l'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de la nation *amie.* Et cette attitude, c'est le refus de s'engager à soutenir la France, alors même que l'armée allemande a pénétré sur le territoire français.

Ce n'est pas seulement par le fond que cette pièce est remarquable et significative: c'est aussi, et davantage peut-être, par les termes. Ceux qui connaissent la valeur des mots anglais et la courtoisie impeccable de la haute diplomatie britannique, ne peuvent manquer de sursauter en entendant le Foreign Secretary qualifier d'*UNTRUE* une affirmation du Président de la République française. Pour que sir Edward Grey, ce parfait gentleman, si froid, si maître de sa parole, se soit laissé aller à donner un tel démenti, en un tel langage, au Président Poincaré, il faut que son irritation, devant l'insistance de la France, ait été bien vive. La raideur du ton est encore accentuée par le contraste avec la cordialité des entretiens de sir Edward Grey et du Prince Lichnowsky, avec l'urbanité parfaite du langage de sir Edward Goschen à Berlin, même une fois la guerre déclarée.

Le surlendemain du jour où cette dépêche fut envoyée, j'étais à Paris; j'entendais les commentaires de toute nature sur l'attitude expectante ou hésitante de l'Angleterre. Je ne crains pas d'affirmer que si les termes de cette dépêche avaient été rendus publics à ce moment, il se serait produit, à Paris et dans toute la France, une explosion de colère telle que l'*entente cordiale* aurait été rompue à demeure. Les haines séculaires contre la "perfide Albion" se seraient réveillées si intenses qu'au risque de subir seul l'agression allemande, le peuple français indigné eut rendu impossible toute entente et toute coopération avec la Grande-Bretagne.

"Heureusement", comme l'écrivait plus tard un collaborateur, très renseigné, du *Correspondant*, "le coup de folie de l'empereur Guillaume violant la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, a simplifié toutes choses en frappant l'Angleterre au vif non seulement de ses intérêts, mais de son honneur." (*)

Le soir du 31 juillet, sir Francis Bertie prévient sir Edward Grey que l'ambassadeur allemand à Paris a notifié au gouvernement français le décret ordonnant la mobilisation générale de l'armée allemande, contre la Russie et contre la France (117).

Le lendemain, 1er août, l'Allemagne mobilise et le dimanche, 2 août, c'est au tour de la France. Le même jour, sir Edward Grey notifie à M. Cambon la décision du cabinet britannique de protéger les côtes de France et ses navires marchands au cas où la flotte allemande sortirait dans la Mer du Nord ou la Manche. *"This assurance,* ajoute la note, ...*must not be taken as binding His Majesty's Government to take any action until the above contingency of action by the German fleet takes place* (148)."

Ainsi, deux jours après le début *en fait* des hostilités, l'Angleterre n'avait pas encore décidé si elle prendrait une part active à la guerre, comme alliée de la France et de la Russie.

Voyons maintenant où elle en était avec l'Allemagne.

(*) La première partie de cet article du Correspondant est reproduite comme appendice III. Des renseignements très sûrs m'autorisent à affirmer que l'auteur est un ancien ministre des Affaires Etrangères, en France.

L'Angleterre et l'Allemagne

Ce n'est pas seulement sur le conflit austro-serbe que le cabinet britannique était en désaccord avec les représentants de la France et de la Russie; c'est encore et surtout sur la ligne de conduite à tenir vis-à-vis de l'Allemagne.

Dès le 27 juillet, sir George Buchanan dit à M. Sazonoff qu'il "est dans l'erreur s'il croit que l'Angleterre, en disant à l'Allemagne qu'elle va avoir affaire à elle autant qu'à la Russie et à la France, servirait la cause de la paix." *"His Excellency was mistaken if he believed that the cause of peace could be promoted by our telling the German Government that they would have to deal with us as well as with Russia and France* (44)."

M. Sazonoff, on l'a vu, persiste dans cette "erreur". MM. Poincaré, Viviani, Paléologue, Benckendorff et le marquis de San Giuliano n'en démordent pas non plus. L'ambassadeur de France à Berlin, M. Jules Cambon, tombe dans la même "erreur". Le 31 juillet, M. Paul Cambon communique au Foreign Office une dépêche de son frère, dont sir Edward Grey résume ainsi le contenu: C'est l'incertitude de l'intervention de l'Angleterre qui encourage Berlin; si l'Angleterre se déclarait définitivement du côté de la Russie et de la France, *ceci déciderait l'attitude de l'Allemagne en faveur de la paix — "it would decide the German attitude in favour of peace* (119)."

Qui avait raison? Les hommes d'Etat anglais? ou les Français, les Russes et les Italiens? La suite des événements semble prouver que ceux-ci ont vu clair. La prédiction de M. Sazonoff, du 25 juillet, s'est réalisée à la lettre: des fleuves de sang coulent et l'Angleterre a été malgré elle entraînée dans le conflit.

Quoi qu'il en soit, il reste à l'honneur de sir Edward Grey, même s'il a erré dans ses prévisions et ses méthodes, qu'il a eu pour objectif constant la sauvegarde des intérêts de son pays. Nous l'avons vu opposer les "intérêts britanniques" aux instances pressantes des représentants de la France et de la Russie. Nous allons le voir se placer sur le même terrain dans ses relations avec l'Allemagne et s'y maintenir jusqu'à la fin.

* * *

Le 27 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne annonce au secrétaire d'Etat que son gouvernement accepte en principe la médiation des quatre puissances, entre l'Autriche et la Russie. Il demande au ministre d'user de son influence à Pétersbourg afin de restreindre le champ du conflit. Sir Edward réplique en conseillant à l'Allemagne d'exercer une action modératrice à Vienne. C'est la démarche que M. Cambon a recommandée dès le 24, *"avant qu'il ne soit trop tard"*. Sir Edward assure au Prince Lichnowsky qu'aussi longtemps que l'Allemagne travaillera pour la paix, il restera en contact intime avec lui — *"I would keep closely in touch* (46)."

Le même jour, sir Edward Goschen avise son ministre que le gouvernement allemand s'objecte à la forme proposée de la médiation (43).

Le lendemain, 28, sir Edward Grey fait offrir au secrétaire d'Etat allemand de suggérer la forme de cette médiation (68).

Sir Edward Goschen a vu le chancelier von Bethman Hollweg. Il est toujours "très désireux que l'Allemagne et l'Angleterre marchent d'accord pour le maintien de la paix." Il rejette le mode de médiation proposé par l'Angleterre mais il reste d'accord pour faire "causer" Vienne et Pétersbourg. La mobilisation russe rend la situation fort difficile (71).

Le lendemain, 29, sir E. Goschen envoie deux dépêches (75, 76). La tension s'accentue. Le secrétaire d'Etat von Jagow est fort déprimé (*very depressed*). Vienne a mal accueilli ses conseils de modération, à cause de la mobilisation russe (76).

Ce passage est significatif quand on le rapproche de la note russe, du 27 juillet, qui inflige la même rebuffade aux conseils du gouvernement français (53).

Les deux semblent donner raison à M. Cambon: les conseils de modération sont arrivés trop tard.

Tout de même, le chancelier Bethman Hollweg assure le secrétaire d'Etat britannique de sa coopération dans les efforts qu'il fait pour le maintien de la paix (75).

Sir Edward remercie le chancelier avec effusion (77).

Le même jour, le Prince Lichnowsky annonce à sir Edward Grey que son gouvernement négocie entre Vienne et Pétersbourg. Sir Edward déclare suspendre son projet de conférence, tout en restant prêt à le reprendre dès que l'Allemagne y consentira; l'Italie et la France acquiescent à la proposition; la situation est entre les mains de l'Allemagne, "*if only Germany would 'press the button' in the interests of peace* (84)."

Le même jour encore, le chancelier Bethman Hollweg, retour de Potsdam, formule sa fameuse proposition de neutralité à l'Angleterre, en cas de conflit continental: respect de la neutralité du territoire hollandais, pendant la guerre, de l'intégrité du territoire belge et français après la guerre, nulle promesse quant aux colonies françaises. Sir Edward Goschen répond qu'il ne croit pas que son ministre prenne aucun engagement à l'heure actuelle (85).

* * *

On prend généralement pour acquis que c'est cette proposition, justement qualifiée "d'infamante", qui a décidé le gouvernement britannique à la guerre. Rien n'est moins exact. Les pourparlers d'entente se sont prolongés trois jours après que sir Edward Grey l'eut reçue.

Avant la réception de cette dépêche, sir Edward Grey a rencontré de nouveau l'ambassadeur d'Allemagne. Il a renouvelé sa proposition de médiation des quatre puissances — Allemagne, Angleterre, France et Italie — même en acceptant l'idée d'une occupation temporaire, par l'Autriche, de Belgrade et d'une portion du territoire serbe (88). Puis, après l'échange d'opinions et d'avis officiels, il a eu un entretien intime — *in a quite private and friendly way* — avec le Prince Lichnowsky. Pour la première fois, il parle de l'intervention possible de l'Angleterre.

Tant que les choses en resteront où elles sont (imbroglio austro-serbe, même avec l'intervention possible de la Russie), elle ne songe nullement à s'en mêler—*we had no thought of interfering in it.* Mais si l'Allemagne est entraînée, puis la France, il ne répond plus de rien. Tous les intérêts de l'Europe peuvent être en jeu. *Si les intérêts de l'Angleterre entrent en jeu*, l'Angleterre interviendra immédiatement — *"if the issue did become such that we thought BRITISH INTERESTS required us to intervene, we must intervene at once."* (89)

Comme M. Cambon, le Prince Lichnowsky dit que cette déclaration coïncide exactement avec ce qu'il a fait tenir à Berlin de la situation à Londres (89).

Ainsi, aux uns et aux autres, à ceux qui demandent l'appui actif de l'Angleterre, comme à ceux qui veulent s'assurer de sa neutralité, sir Edward Grey répond invariablement: Je ne m'engage à rien, je ferai ce que me dictera l'intérêt de l'Angleterre.

Je me suis abstenu jusqu'ici de toute expression d'opinion sur le rôle et les agissements des hommes dont j'ai reproduit les paroles. Mais ici, au risque de scandaliser une fois de plus les faux patriotes, je ne puis me retenir de dire toute mon admiration pour l'homme d'Etat courageux, inlassable, dont toute l'action est inspirée par ce seul mobile : l'intérêt de *son* pays.

Le 30 juillet, sir Edward Goschen informe son ministre que le secrétaire von Jagow a immédiatement transmis à Vienne la proposition anglaise : médiation des quatre puissances, tout en laissant l'Autriche occuper Belgrade. Mais la mobilisation russe rend problématique le succès de sa démarche (98).

Le même jour, sir Edward Grey envoie sa réponse aux propositions de l'Allemagne. Il refuse nettement de négocier — *to bargain* — la neutralité de l'Angleterre aux dépens de la France et de la Belgique (101).

De ce document, désormais historique, on ne saurait trop admirer le fond, le ton et la forme. C'est, dans sa noble simplicité, le langage d'un homme d'Etat, parlant au nom d'une grande nation. Mais il est un fait qu'on n'a pas assez remarqué,—il démontre pourtant la faculté maîtresse du grand ministre anglais: son *self-control* — c'est que pas un mot de cette dépêche n'engage son gouvernement et son pays. Il refuse de *négocier* les droits de la France et de la Belgique ; mais il ne laisse pas même entendre qu'il est prêt à soutenir ces droits par les armes.

Le lendemain, 31, il poursuit ses négociations à Berlin pour amener la médiation entre la Russie et l'Autriche. Il fait plus. Il rencontre le Prince Lichnowsky et lui fait une suprême proposition. La voici, résumée par le ministre lui-même, dans sa dépêche à sir Edward Goschen:

> *I said to German Ambassador this morning that if Germany could get any reasonable proposal put forward which made it clear that Germany and Austria were striving to preserve European peace, and that Russia and France would be unreasonable if they rejected it, I would support it at St. Petersburgh and Paris, and go the length of saying that if Russia and France would not accept it His Majesty's Government would have nothing more to do with the consequences; but, otherwise, I told German Ambassador that if France became involved we should be drawn in.*

You can add this when sounding Chancellor or Secretary of State as to proposal above. (111)

Ce matin, j'ai dit à l'ambassadeur d'Allemagne que si l'Allemagne pouvait formuler quelque proposition raisonnable, démontrant que l'Allemagne et l'Autriche s'efforcent de maintenir la paix européenne, et que la Russie et la France n'auraient pas raison de rejeter cette proposition, je l'appuierais à Saint-Pétersbourg et à Paris; et que j'irais jusqu'au point de dire que si la Russie et la France ne l'acceptaient pas, *le gouvernement de Sa Majesté n'aurait plus rien à faire avec les conséquences;* mais autrement, ai-je dit à l'ambassadeur d'Allemagne, si la France est entraînée, nous le serons également.

Vous pourrez ajouter ceci lorsque vous pressentirez le chancelier ou le secrétaire d'Etat sur la proposition ci-dessus.

Notez que cette proposition extraordinaire est faite le lendemain du jour où le gouvernement britannique a rejeté avec éclat les avances de l'Allemagne, le jour même où sir Edward Grey, d'accord avec ses collègues, a répondu si sommairement au président Poincaré qu'il ne peut donner à la France "aucune garantie" — "*any pledge*" — où il a déclaré par deux fois à M. Cambon qu'il ne prendra "aucun engagement" — "*any engagement*".

* * *

Il est donc indéniable que, le 31 juillet, le gouvernement britannique a refusé de prendre "aucun engagement" envers la France et la Russie et qu'il a pris envers l'Allemagne un engagement conditionnel de neutralité. Et cet engagement conditionnel, il l'a pris hors la connaissance des représentants de la France et de la Russie. Dans sa conversation subséquente avec M. Cambon, sir Edward lui a révélé la dernière partie de sa conversation avec l'ambassadeur de l'Allemagne : si la France est entraînée, l'Angleterre suivra. Mais il ne semble pas qu'il lui ait fait part de sa proposition antérieure dont l'acceptation eût entraîné l'abstention de l'Angleterre, même si la France était attaquée, *même si la Belgique était envahie.*

Le même jour, deux dépêches consécutives de Berlin informent le Foreign Office que les chances de paix diminuent d'heure en heure. Vienne n'a pas répondu à la dernière démarche du chancelier. La Russie continue à mobiliser (121-122).

Le 1er août, le Prince Lichnowsky demande si l'Angleterre resterait neutre au cas où l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique et l'intégrité de la France et de ses possessions. Sir Edward Grey répond qu'il ne peut prendre aucun engagement. "*I could only say that we must keep our hands free* (123)."

Cette dépêche clôt la série des "conversations" amicales entre l'Allemagne et l'Angleterre.

La question de la neutralité de la Belgique ayant été le motif officiel de la rupture, il nous reste à examiner quelle a été là-dessus l'attitude diplomatique du Foreign Office.

La neutralité de la Belgique et du Luxembourg

Le *status* international de la Belgique a été fixé par le traité conclu à Londres, le 30 novembre 1831, entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Prusse, la Russie et la Belgique. Il marquait le couronnement et la reconnaissance officielle, par les grandes puissances, de la révolution de 1830, qui arracha la Belgique à la domination de la Hollande.

L'article VII de cette convention stipule que "*la Belgique*, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, *formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.*"

L'article XXV porte que: "*Les cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie garantissent à Sa Majesté le Roi des Belges l'exécution de tous les articles qui précèdent.*"

Le 19 avril 1839, les mêmes puissances imposèrent à la Hollande la reconnaissance définitive de l'indépendance de la Belgique. Par un nouveau traité, également signé à Londres, il fut décrété:

> "Art. I. — Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté le Roi de Prusse, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, déclarent, que les Articles ci-annexés, et formant la teneur du Traité conclu en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand Duc de Luxembourg, *sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent Acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leurs dites Majestés.*"

Par l'Art. II. — "Le Traité du 15 Novembre, 1831,..... est déclaré n'être point obligatoire pour les Hautes Parties Contractantes."

En d'autres termes, la garantie du 15 novembre 1831 est remplacée par celle du 19 avril 1839: la Hollande reconnaît à son tour la neutralité de la Belgique. La garantie des grandes Puissances demeure.

Dans les "Articles annexés", l'Article VII et l'Article XXV ne font que répéter mot pour mot les articles correspondants du traité du 15 novembre 1831.

* * *

La situation du Luxembourg dans la hiérarchie des nations est identique. Apanage de la maison de Nassau, rétablie sur le trône de Hollande à la chute de Napoléon, il faisait partie de la Confédération germanique. La victoire de la Prusse sur l'Autriche entraîna la rupture de la Confédération. La Belgique réclama le Grand Duché, afin de l'annexer à sa propre province de Luxembourg. Les grandes puissances en décidèrent autrement.

Le 11 mai 1867, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Prusse et la Russie, avec le consentement de la Hollande et de la Belgique, signèrent à Londres une convention laissant le Grand Duché sous la souveraineté du roi de Hollande (il y a échappé à la mort du roi Guillaume), mais stipulant et garantissant la neutralité de ce petit Etat, qui avait

été, à maintes reprises, l'objet des disputes des nations et le théâtre de combats sanglants. Voici les termes de la stipulation et de la garantie:

"Art II. Le Grand Duché de Luxembourg, dans les limites déterminées par l'Acte annexé aux traités du 19 avril 1839, sous la garantie des Cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie, formera désormais un Etat perpétuellement neutre.

"Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

"Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent Article.

"Ce principe est et demeure placé sous la sanction de la garantie collective des Puissances signataires du présent traité, à l'exception de la Belgique, qui est elle-même un Etat neutre.

Les fortifications de la ville de Luxembourg furent rasées et les forces du Grand Duché réduites à une simple gendarmerie. Les Luxembourgeois crurent que l'honneur des rois et la puissance des grandes nations leur faisaient un rempart suffisant.

Les obligations respectives des grandes puissances, à l'égard de ces deux petits Etats, sont donc rigoureusement identiques. Elles sont peut-être plus précises encore pour le Luxembourg que pour la Belgique.

Un détail à noter: l'Autriche, partie au traité relatif à la Belgique, n'est pas signataire du second, qui était fait contre elle. L'Italie, qui n'existait pas comme puissance en 1831, et la Hollande, vaincue par la Belgique, ne sont solidaires que de la garantie donnée au Luxembourg. L'Angleterre, comme la Prusse, la France et la Russie, sont obligées aux mêmes devoirs vis-à-vis des deux Etats.

Voyons maintenant de quelle manière les autorités britanniques ont envisagé leurs obligations à cet égard, au cours des négociations qui ont précédé la guerre actuelle.

* * *

Du Luxembourg, il n'a été question qu'une fois, en passant, entre M. Cambon et sir Edward Grey, le 2 août. L'ambassadeur de France demande ce que l'Angleterre pense de la violation—alors accomplie—du Grand Duché par l'armée allemande. Sir Edward évite une réponse directe. Il renvoie M. Cambon aux opinions émises en 1867 par lord Derby et lord Clarendon (148). (*)

Le même jour arrive jusqu'à Londres le cri de détresse du petit peuple. Le ministre d'Etat Eyshen télégraphie que les troupes allemandes ont pénétré sur le territoire du Grand Duché. Il a protesté auprès des autorités allemandes. Il invoque les garanties de 1867 (147).

Puis, silence complet. Le flot allemand a passé. Une nation a disparu. Une fois de plus, la force prime le droit. Et les grandes puissances, créatrices et cautions du droit, n'ont pas élevé la voix.

Les journaux ont raconté qu'à l'approche de l'envahisseur, la Grande Duchesse s'est portée seule à la rencontre des hordes germaniques. Elle a demandé au chef de l'armée d'invasion de respecter la vie et les biens de ses sujets, sinon qu'on lui passerait sur le corps avant de pé-

(*) On trouvera, à l'appendice II, un résumé, avec citations, des opinions de lord Derby, de lord Clarendon, et d'autres hommes d'Etat britanniques.

nétrer dans sa capitale. Tels Attila et ses Huns devant la bergère de Nanterre, les barbares ont eu un sursaut de honte. Ils ont occupé la ville et le duché, mais ils ont épargné ses habitants, leurs maisons et leurs biens.

Ce geste héroïque d'une jeune femme de vingt ans, presque une enfant, honore plus l'humanité que tous les calculs des diplomates, que toutes les conquêtes des soldats.

* * *

En Belgique, la situation est plus complexe. Il n'y a pas une simple question de droit moral, dont gouvernants, diplomates et capitaines se soucient à leur convenance.

Pour l'Angleterre, le port d'Anvers reste, selon le mot de Napoléon, "le pistolet dirigé sur son coeur." Aussi avait-elle stipulé, au traité de 1831, que "le port d'Anvers, conformément aux stipulations de l'article XV du Traité de Paris du 30 mai 1814, *continuera d'être uniquement un port de commerce.*"

La neutralité de la Belgique a donc, pour elle, un intérêt bien supérieur à celle du Luxembourg.

Pour les puissances continentales, la vallée de la Meuse a été de tout temps, depuis César jusqu'à Napoléon, le passage et le point de contact des armées.

C'était un fait connu, dans tous les états-majors de l'Europe, qu'advenant une guerre entre l'Allemagne et la France, l'avantage appartiendrait à celle des deux armées qui occuperait la première le passage de la Meuse avec les forts de Liège et de Namur. En dehors des fortifications d'Anvers, tous les travaux d'art des Belges ont été exécutés sur ce point stratégique.

Aussi, l'ambassadeur anglais ne semble aucunement étonné lorsque les Allemands, disciples du Chancelier de fer qui, aux applaudissements de toute l'Europe, a proclamé que "la force prime le droit", lui font entrevoir, le 29 juillet, qu'ils ne peuvent s'engager à respecter la neutralité de la Belgique (85).

A leur promesse de rétablir le territoire belge dans toute son intégrité, après la guerre, comme prix de la neutralité de l'Angleterre, sir Edward Grey oppose la noble réponse que j'ai déjà citée et que tout le monde connaît (101). Cette réponse est du 30.

Ainsi que je l'ai fait observer, le gouvernement britannique refuse de *négocier* — "*to bargain*" — les droits de la Belgique. Mais il ne s'engage pas encore à les défendre.

* * *

Le *lendemain*, 31 juillet, sir Edward Grey dit à M. Cambon que la protection de la Belgique *pourrait* être un facteur, *non décisif*, mais *important* de l'intervention de l'Angleterre: "*The preservation of the neutrality of Belgium might be, I would not say a decisive, but an important factor in determining our attitude. Whether we proposed to Parliament to intervene OR NOT TO INTERVENE in a war, Parliament would wish to know how we stood with regard to the neutrality of Belgium.*"

"Le maintien de la neutralité de la Belgique pourrait être, je ne dirai pas un facteur décisif, mais un facteur important dans la détermination de notre attitude. Que nous proposions au parlement d'intervenir ou de ne pas intervenir dans une guerre, le parlement désirera savoir quelle est notre attitude au sujet de la neutralité de la Belgique..."

Il va *peut-être* demander à la France et à l'Allemagne si elles sont prêtes à s'engager à respecter cette neutralité (119).

Ainsi, vingt-quatre heures après le refus éclatant qu'il a opposé aux propositions "infamantes" de l'Allemagne — propositions dénoncées depuis, dans le monde entier, comme la *seule* et véritable cause de la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne — le cabinet britannique et le Foreign Secretary ne considèrent pas que la violation de la neutralité de la Belgique constitue un motif "décisif" pour intervenir!

Le même jour, 31 juillet, sir Edward Grey fait, à Berlin et à Paris, dans des termes absolument identiques, la démarche annoncée à M. Cambon (114).

Il en fait informer le gouvernement belge et lui demande si la Belgique, de son côté, va faire tous ses efforts pour maintenir la neutralité (115).

La réponse de Berlin arrive la première. Elle est dilatoire. Le chancelier voudrait savoir à quoi la France s'engage (122).

Le même jour, Paris répond que la France respectera la neutralité belge, à moins que sa violation par une autre puissance ne l'oblige à se protéger de ce côté-là (125).

La Belgique répond qu'elle respectera ses engagements. Au cas où les grandes puissances seraient moins soucieuses des leurs, elle espère pouvoir se défendre (128).

Le 1er août, sir Edward Grey exprime à l'ambassadeur d'Allemagne son regret de la réponse de Berlin. La neutralité de la Belgique tient au coeur des Anglais — *affected feeling here.* Si l'Allemagne donnait la même réponse que la France, *it would materially contribute to relieve anxiety and tension here.* Si l'une des nations belligérantes viole le territoire belge, tandis que l'autre le respecte, il deviendra "extrêmement difficile de contenir le sentiment public" en Angleterre.

Le Prince Lichnowsky demande si l'Angleterre resterait neutre au cas où l'Allemagne s'engagerait à respecter la neutralité de la Belgique pendant la guerre et même l'intégrité de la France et de ses colonies après la guerre.

Sir Edward Grey ne veut s'engager ni dans l'un ni dans l'autre cas. *"All I could say was that our attitude would be determined largely by public opinion here, and that the neutrality of Belgium would appeal very strongly to public opinion here* (123)."

A noter, cette mention de l'influence de l'opinion publique sur l'attitude du gouvernement. C'est l'une des caractéristiques de la politique anglaise.

Ainsi, le 1er août, le gouvernement britannique n'était décidé ni à la guerre pour appuyer la France et protéger la Belgique, ni à la paix,

même s'il était assuré de la sécurité de la Belgique et de l'intégrité du territoire de la France et de ses colonies.

Quel a donc été le motif déterminant, le "facteur décisif", qui a entraîné la Grande-Bretagne dans le conflit?

La liberté du commerce britannique

A partir de ce moment, les événements se précipitent. Le cliquetis des armes étouffe la conversation discrète des chancelleries.

Le Luxembourg est envahi le 2 août, la Belgique, le lendemain.

Le 3 août, le gouvernement français offre à la Belgique un secours de cinq corps d'armée. Le gouvernement belge décline (151). On a oublié ce fait quand on a reproché à la France d'avoir abandonné sa vaillante voisine à l'heure du danger.

Le lendemain, 4 août, le roi des Belges réclame l'intervention de l'Angleterre. Contrairement à celui du Luxembourg, cet appel est entendu. Le gouvernement britannique fait signifier son ultimatum à Berlin (153). A minuit, la guerre est déclarée.

Entre le 1er et le 4 août, se sont passés quelques incidents d'apparence plutôt triviale. Dans le conflit des grands intérêts internationaux, on n'y a guère fait attention. Ils ont pourtant eu une influence décisive sur la détermination du gouvernement britannique.

Le 1er août, le Foreign Office est avisé que des navires anglais sont détenus à Hambourg. Sir Edward Grey donne instruction à sir Edward Goschen de *prier* (*to request*) le gouvernement allemand de faire libérer ces vaisseaux. *"The effect on public opinion here will be deplorable unless this is done* (130)."

Le ministre von Jagow donne l'ordre de libération, "comme faveur spéciale au gouvernement anglais (145)."

Le 2 août, protestation de sir Edward Grey contre la saisie "injustifiable" — *"cannot be justified"* — de nombreuses cargaisons de sucre sur des navires battant pavillon anglais (149). Le ton se fait plus dur.

Le 4, les plaintes des armateurs anglais se multiplient. Sir Edward Grey télégraphie: *"You should DEMAND the immediate release of all British ships if such release has not yet been given* (156)."

Pour qui connaît la distance de *request* à *demand,* il est facile de marquer la montée de "l'opinion publique".

La confusion de ces deux mots faillit, dit-on, amener la guerre entre la France et les Etats-Unis, au temps de Napoléon III et de la malheureuse expédition du Mexique. Le gouvernement français avait fait *demander* certaines explications à Washington. Un secrétaire d'ambassade ou un commis quelconque traduisit "demander" par *"demand"*. Il fallut produire le texte français de la dépêche et avoir recours au dictionnaire pour apaiser l'ire du ministre américain.

Ici, il ne s'agit pas d'une erreur de mots. Le moment est arrivé où, selon la parole de sir Edward Grey à M. Cambon et au Prince Lichnowsky, les *"intérêts britanniques"* exigent une action prompte et énergique.

La liberté du drapeau et du commerce de la Grande-Bretagne est atteinte. La reine des mers est attaquée dans son domaine propre. Plus de tergiversations, plus d'atermoiements, plus de pourparlers. La tradition d'Elisabeth et de Cromwell se réveille, les ombres de Drake et de Nelson se lèvent à l'horizon. Adieu à la paix, salut à la guerre!

Mais sir Edward Grey n'oublie pas ce qu'il a dit le 1er août au prince Lichnowsky. Il saisit l'arme que l'appel de la Belgique lui a mise entre les mains et il porte à l'ennemi un coup droit. Il n'a pu atteindre son objectif principal, la paix : puisqu'il lui faut, pour la défense des intérêts britanniques, subir la guerre, il se place sur le terrain le plus propre à enflammer l'opinion publique et à faire l'unité du sentiment national.

La protection de la neutralité de la Belgique a pu être le mobile officiel et populaire de l'intervention de la Grande-Bretagne. Il est permis de croire que le souci de garder la domination des mers et d'attaquer la seule flotte de guerre capable de menacer cette domination a été le véritable et principal motif qui a précipité l'Angleterre contre l'Allemagne.

Ceci clôt, pour l'instant, l'analyse de cette courte période, si remplie d'angoisses et d'événements, dont le prolongement va peut-être bouleverser l'équilibre européen et changer l'axe des forces mondiales.

Les hommes de bonne foi qui ont lu ces pages *en entier*, sans passion, dans l'esprit qui les a dictées, s'accorderont avec moi pour dire qu'elle contiennent les éléments de l'un des chapitres les plus glorieux et les plus instructifs de l'histoire d'Angleterre. L'homme qui en a fourni les données principales, même s'il s'est trompé dans son diagnostic de la situation, n'en apparaît que plus grand. Lors de la guerre des Balkans, il avait réussi à empêcher l'incendie de s'étendre sur toute l'Europe. Cette fois, les événements et la rivalité des nations ont été plus forts que lui, mais la trace de ses efforts n'en reste pas moins profonde et remarquable. Dans les deux cas, fidèle à la grande tradition britannique, il a été avant et par-dessus tout l'homme de *son* pays. C'est là la leçon que je voulais tirer de cette étude.

Il me paraît que le Canada ne saurait mieux démontrer son "loyalisme" qu'en s'inspirant des exemples de la grande nation à qui il a emprunté ses institutions politiques.

II

LA POLITIQUE DE L'ANGLETERRE APRES LA GUERRE

Au moment de mon départ de France, je causais avec un Français des préliminaires de la guerre et des problèmes nouveaux qu'elle soulève et qui se poseront impérieusement avec le rétablissement de la paix et le *repartage* de l'Europe.

Naturellement, mon interlocuteur considérait avant tout la situation de la France et la résistance de la civilisation latine à la domination germanique. Il m'interrogeait avec anxiété sur l'attitude probable de l'Angleterre et des peuples britanniques. La décision du gouvernement anglais n'était pas encore connue, ni même prise: c'était le 2 août, jour où sir Edward Grey fit au Prince Lichnowsky la proposition que j'ai signalée en analysant le *Livre blanc* britannique et dont l'acceptation par l'Allemagne eût entraîné l'abandon de la France par l'Angleterre.

"Ne comptez pas outre mesure sur l'Angleterre", lui répondis-je. "La Grande-Bretagne ne peut être l'alliée réelle de personne. Depuis les jours d'Elisabeth, qui virent son expulsion définitive du continent et la croissance de son expansion coloniale et maritime, l'Angleterre n'a eu et ne peut avoir qu'une politique européenne, mondiale même : maintenir l'équilibre entre les autres puissances; empêcher qu'aucune ne devienne trop forte. Elle est l'ennemie de toute puissance qui domine, et l'alliée temporaire et conditionnelle des forces de résistance. Tant que la France a exercé une action prépondérante en Europe, l'Angleterre a été son ennemie. Elle sera probablement contre l'Allemagne aujourd'hui. Dès que l'Allemagne sera partiellement vaincue, l'Angleterre redeviendra l'ennemie traditionnelle de la France, de la Russie surtout. Elle ne sera pas plus l'alliée de l'Allemagne qu'elle ne l'est en réalité de la France. Mais c'est à Berlin que se fera l'*entente cordiale.* Du reste, elle vous en préviendra loyalement. L'erreur que vous avez toujours commise, c'est d'avoir appelé "*perfidie*" ce qui est la conséquence naturelle, inévitable, de la situation de l'Angleterre en Europe, et de la dispersion de son Empire dans le monde."

* * *

L'une des publications les plus sérieuses, les plus *authoritative,* d'Angleterre, la *Contemporary Review,* a publié, en septembre, sous le titre : *The Empire of the East,* un article tout-à-fait remarquable de M. H. N. BRAILSFORD.

Cet article apporte une justification éclatante à plusieurs des opinions que j'ai émises dans le *Devoir.* Il confirme à la lettre les prévisions que je communiquais à mon interlocuteur français, le 2 août.

L'auteur commence par analyser les causes du conflit européen:

"Pour les Anglais, cette guerre est avant tout la lutte entre l'Allemagne et la France. Pour les Allemands, c'est par-dessus tout (*emphatically*) une guerre russo-germanique. C'est notre secret engagement naval envers la France, ainsi que notre fatal enchevêtrement (*entanglement*) de dix ans dans la lutte pour maintenir l'équilibre européen, qui a mis nos flottes en ligne de combat."

Il s'applique ensuite à démontrer que seule la crainte de la prépondérance de la Russie dans les Balkans et dans toute l'Europe orientale a entraîné l'Allemagne.

"La politique qui a préparé la guerre (en Allemagne) et le sentiment qui l'a appuyée se rapportaient *exclusivement* à la Russie.

.. ..

"Même chez les Démocrates socialistes (allemands) la *répugnance qu'ils ressentaient* à la pensée de s'armer pour tirer *sur leurs camarades de France et de Belgique* a cédé devant la nécessité impérieuse de s'armer pour défendre leur territoire contre les *hordes* mobilisées par le Tsar de Russie.

.. ..

"Il est de la plus haute importance pour nous, de ce pays, de retracer la direction de la pensée allemande. Si nous devons comprendre pourquoi la guerre s'est faite, si nous devons saisir les motifs qui vont soutenir l'Allemagne dans une lutte opiniâtre et déterminée, si nous devons chercher avec quelque espoir de succès à rapprocher le jour de la pacification, nous devons nous convaincre que *c'est la crainte de la Russie qui a poussé la diplomatie allemande à une guerre préventive* et qui a finalement entraîné jusqu'aux Démocrates socialistes à appuyer la diplomatie."

* * *

M. Brailsford voit dans la guerre actuelle la conséquence immédiate de la guerre des Balkans. L'intervention bienfaisante de sir Edward Grey, en 1912, n'a fait que retarder le conflit général. La défaite de la Turquie n'a fait que déplacer l'axe de la Question d'Orient — ce volcan toujours fumant. La lutte séculaire du Turc et du chrétien a fait place à la rivalité aiguë de la Russie et de l'Autriche et, plus exactement, à la lutte suprême du Slave et du Teuton pour la domination de l'Europe.

"Le traité *inique* de Bukarest" a décidé l'Allemagne à accroître ses effectifs en vue "d'un conflit possible entre le panslavisme et le pangermanisme (*the Slav and Teuton worlds*)." La France a répliqué par sa loi de Trois ans et la Russie par ses projets "imprudemment annoncés" de réorganisation militaire et navale et la construction de "son réseau stratégique de chemins de fer à la frontière allemande". Tous ces préparatifs ont été "officiellement" annoncés comme propres "à une action offensive".

La Serbie a joué dans cette partie le rôle du Piémont. Tout comme Victor-Emmanuel et Cavour s'appuyaient sur Napoléon III, le roi Pierre n'était que "l'instrument (*the tool*) de la politique russe."

C'est à peine une exagération de dire que la personnalité dominante de Belgrade n'était pas le roi Pierre, ni même M. Pachitch (premier ministre), mais le brillant, énergique — et sans scrupules

— ministre de Russie, feu M. de Hartwig. Il forma la Ligue des Balkans; il encouragea les Serbes *à déchirer le Traité de Partage, QUE LE TSAR AVAIT GARANTI.*

Tiens, tiens! Voilà que nous allons nous battre pour des gens qui *déchirent* — tout comme Guillaume le Monstre — les *traités qu'ils avaient garantis!*

Les responsabilités de la Russie

Abordant le partage des responsabilités immédiates, M. Brailsford débute ainsi:

> Lorsque les historiens en viendront à discuter les causes véritables du conflit général, il est possible que *des preuves documentaires précises* établissent jusqu'à quel point *la diplomatie russe appuyait la propagande pour la Plus Grande Serbie. La présomption générale est forte.*

Cette propagande ne se bornait pas à une agitation platonique: elle avait recours à la fomentation de la révolte et à l'introduction secrète d'armes dans les provinces autrichiennes.

> Elle s'est rendue coupable, sur la personne des fonctionnaires autrichiens, d'une série d'assassinats dont le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand et de sa femme fut le couronnement.

Comme le meurtre du roi Alexandre avait marqué ses débuts.

L'auteur fait le procès de la Serbie. Il dit que seule l'ignorance générale, en Angleterre, des moeurs de ces pays explique le scepticisme qui a fait tenir pour non-avenus les crimes politiques qui y pullulent.

> Ces conspirations font partie des habitudes quotidiennes de la vie, dans les Balkans; nous pouvons rendre aux hommes d'Etat autrichiens la justice de croire que leurs appréhensions étaient sincères.

Il affirme que sans l'appui secret de la Russie, la propagande serbe n'aurait guère eu de chances de réussite. Elle n'offrait aucun attrait à la majorité des Serbes et des autres habitants de la Bosnie:

> Ils ont accès, en Autriche, aux sources principales de la culture européenne, une part dans la haute politique d'un grand empire —

— ce que les Canadiens de toute race n'ont pas encore dans l'Empire britannique —

> — et une place dans un puissant régime économique. *Un tiers sont catholiques et n'ont aucun motif d'espérer un traitement équitable dans un Etat orthodoxe, dont le dossier en Macédoine constitue un défi à la tolérance;* et l'autre tiers, composé de Musulmans, émigrerait en masse si les Serbes s'emparaient de la Bosnie.

* * *

Ce passage relatif aux Serbes catholiques corrobore le témoignage de M. l'abbé Sabourin, que le *Devoir* a publié, il y a quelques semaines.

C'était, on le sait, le rêve de l'archiduc Ferdinand de grouper tous les Slaves catholiques autour de la Couronne d'Autriche. C'est la brusque et tragique interruption de ce projet magnifique, béni par le Pape et redouté par le Tsar, qui a *atténué* aux yeux de maints Anglais l'horreur du crime de Serajevo. De ceci, j'ai été témoin, à Londres, en juillet dernier, lorsque arriva la nouvelle foudroyante de l'assassinat du prince héritier d'Autriche.

J'ai lu et entendu maintes expressions de satisfaction à peine déguisée à la pensée que l'influence du seul prince *vraiment catholique* de l'Europe était anéantie, et l'emprise du "Pape de Rome" sur l'Europe diminuée d'autant.

A-t-on pensé à cela, ici, quand on a lié l'intérêt de la religion au sort des armes de la France, *de l'Angleterre et DE LA RUSSIE?*

N'est-ce pas une amère ironie que cet aspect de la question ne s'éclaire à nos yeux que sous la projection lumineuse des renseignements d'un écrivain de Londres, protestant mais loyal?

* * *

M. Brailsford ne se fait pas, du reste, le protagoniste des hommes d'Etat autrichiens et allemands. Il blâme la maladroite impatience du comte Berchtold, chancelier d'Autriche, et la "lourdeur de la psychologie bismarckienne" des Allemands.

> Les provocations se sont succédé par séries alternatives. La Russie a encouragé le mouvement de la Grande Serbie, qui visait à la dislocation de l'Autriche; puis l'Autriche frappa la Serbie, ce qui provoqua la Russie. La question se posa dès lors, en toutes lettres, sous cette forme: la Serbie va-t-elle devenir la vassale de l'Autriche ou rester l'instrument de la Russie? Une entente diplomatique était encore possible; mais la Russie fit la démarche menaçante de décréter la mobilisation générale, et l'Allemagne répliqua par un ultimatum, qui précéda la guerre de quelques heures. *Cette guerre est un crime co-opératif.* Elle est née des *ambitions de la Russie et des craintes de l'Allemagne.* Il serait aussi juste de dire que *le véritable agresseur est la puissance qui appuyait la Serbie* (c'est-à-dire la Russie), que d'affirmer que c'est la puissance qui alluma la conflagration en bombardant Belgrade.
>
> . . . .
>
> Si l'Allemagne, par sa propre action, a précipité une guerre générale en 1914, c'est principalement parce que sa caste militaire, saisie de cette crainte orgueilleuse qui est l'émotion propre à toute classe dirigeante dont le pouvoir réside dans la force, était persuadée qu'elle aurait tôt ou tard à relever le gant de la Russie.

* * *

Dès le 29 août, j'écrivais ceci :

"*Les responsabilités sont multiples,* et puis il faudrait rechercher les " préparations lointaines autant que les causes et les mobiles immédiats.

. . . .

. . . .

"Il y a de bonnes raisons de croire que *l'objectif principal des* " *préparatifs militaires de l'Allemagne était,* dans la pensée de l'Empe-

"reur, *la résistance au choc plus ou moins prochain du pan-slavisme;* " *et l'histoire établira peut-être que la responsabilité principale de la* " *guerre actuelle réside plutôt à Pétersbourg qu'à Berlin.*"

M. Brailsford, on le voit, exprime, en la précisant, une opinion sensiblement analogue à la mienne sur les causes du conflit. Et cette opinion, la principale revue de Londres la publie au pire moment de la guerre, lorsque les Allemands sont en marche sur Paris, quelques jours après la courageuse mais sanglante retraite du général French à Mons!

L'auteur ne s'arrête pas un instant à la pensée que "ce n'est pas le temps de parler de ces choses": il juge même que c'est le meilleur temps d'en parler :

> "Le jugement que l'historien futur portera sur ce chapitre émouvant de l'histoire sera, dans un sens, moins impartial que le nôtre. Il accordera son verdict, comme les historiens font généralement, *en faveur de celui qui aura gagné.* Pour nous, l'issue est encore incertaine: nous devons partager notre étonnement et nos censures. Les panslavistes, pour réaliser leur rêve d'unité ethnique, ont précipité toute la civilisation européenne dans un abîme où elle risque d'être engloutie. Les Allemands, en provoquant imprudemment une solution qui peut-être ne se serait jamais imposée, vont peut-être s'attirer la catastrophe même qu'ils redoutaient.... Une politique conciliatrice aurait pu rendre toute insurrection impossible (en Autriche). L'étoile de la Russie ne s'élevait guère en Europe. La situation en Perse avait déjà *singulièrement refroidi l'attitude de sir Edward Grey à l'égard de la Russie* — attitude qui équivalait jusque là à une bienveillance sans critique (*uncritical regard*). *L'amitié anglo-allemande s'accentuait* (*was deepening*). Quelque chose comme la proposition "utopique" de notre Livre blanc (l'idée, émise par sir Edward Grey, d'un engagement collectif de la Triple Entente garantissant la Triple Alliance contre toute agression) *aurait pu isoler la Russie à l'avenir,* si elle avait en réalité songé à une guerre des Slaves contre les Teutons.

L'entente anglo-allemande de demain

M. Brailsford ne se borne pas à faire le partage des responsabilités passées. Il se risque à porter un jugement sur les problèmes qui se poseront lorsque la guerre sera terminée.

> "Nous nous faisons une idée fort étroite du conflit mondial (*a parochial view of Armageddon*), si nous nous *IMAGINONS que c'est principalement une lutte pour l'indépendance de la Belgique et l'avenir de la France.* —

— Evidemment, ce "traître" n'a lu ni le *Mail,* ni le *News,* ni la *Patrie.* Il n'a pas entendu M. Rodolphe Lemieux ou M. Maréchal.

> —Les Allemands sont plus près de la vérité lorsqu'ils ne voient dans le conflit que la guerre russo-allemande. Ce conflit est né de la lutte pour la domination de l'Europe orientale, avec Belgrade comme axe. Si l'une ou l'autre des alliances obtient un succès décisif, elle se terminera logiquement par une réfection générale des frontières de l'Est et le règlement par la force brutale de ce problème: l'Europe orientale sera-t-elle gouvernée par l'Allemagne ou par la Russie? C'est, à mon avis, un résultat si barbare, si étranger

> aux intérêts réels des Iles Britanniques, si éloigné de nos préoccupations quotidiennes, que je ne puis que *m'étonner des illusions et MAUDIRE la fatalité* qui nous ont entraînés dans cette guerre. Aucune voix du sang, aucun calcul supérieur de notre propre intérêt, aucun espoir dans l'avenir de l'humanité, ne nous commandent d'appuyer le Slave contre le Teuton. Nous ne pouvons désirer que l'Autriche ou la Russie domine dans les Balkans; mais si nous devions, à sang froid, exercer un choix, *la plupart d'entre nous donneraient la préférence à l'influence allemande PLUS TOLERANTE ET PLUS ECLAIREE.*

Il va plus loin. Il déclare franchement que lorsque le territoire de la France et celui de la Belgique seront libérés, il sera temps pour l'Angleterre de faire cesser le conflit. Elle n'a aucun intérêt à favoriser les desseins de la Russie, à faire passer des millions de sujets autrichiens "*d'une civiliation plus élevée* (autrichienne) *à une civilisation inférieure* (russe)."

Aux "enthousiastes de cette guerre haïssable", qui parlent de "détruire le militarisme germanique", il réplique froidement que c'est là une "phrase dénuée de sens" — "*a meaningless phrase*".

> Les Alliés peuvent détruire les armées allemandes; le peuple allemand seul peut détruire le militarisme allemand.

Si les vainqueurs traitent l'Allemagne comme l'Allemagne a traité la France en 1870, ce sera au tour de l'Allemagne de préparer la revanche; et tout sera à recommencer.

> "Si le monde se met à jouer à la refonte des cartes géographiques, il ne fera qu'ouvrir des appétits non rassasiés."

* * *

Mais le passage le plus significatif de cette remarquable étude, c'est bien celui-ci:

> Moins d'un an après la chute de la puissance de l'Allemagne (si tel est le résultat de la guerre), la Russie forcera le passage des Dardanelles, dominera la Turquie, envahira la Perse, s'avancera sur la route des Indes — et *nos Impérialistes* [anglais] *appelleront à grands cris* (*will be calling out*) *une ALLEMAGNE FORTE POUR CONTENIR UNE RUSSIE MENAÇANTE!*

Voilà comment, en pleine guerre, sous l'oeil indulgent de la censure britannique, au coeur même de l'Empire, s'exprime la plus traditionnellement *anglaise* des revues du Royaume-Uni! Elle souhaite virtuellement le triomphe de l'Allemagne, dans l'Est, et la défaite de la Russie. Elle prédit pour "moins d'un an après la guerre", une entente anglo-allemande contre la Russie !

Ceci n'est pas une opinion isolée. Les témoignages que j'ai recueillis à Londres, dans les milieux les plus divers, me permettent d'affirmer que c'est l'expression exacte de la pensée d'une catégorie très nombreuse et très influente d'Anglais appartenant à la politique, à la diplomatie, à la haute finance, au commerce, au monde universitaire.

Un publiciste anglais des mieux renseignés, impérialiste, fort ardent pour la cause des alliés *dans l'ouest*, me disait, il n'y a pas un mois :

"The moment the war is over, there MUST be an understanding between Great Britain, France AND GERMANY, to check Russia!"

J'ai déjà signalé le soin que M. Asquith a pris dès le début de la campagne d'enrôlement, de n'accorder le titre d'*alliée* qu'à la Belgique. Les *armées* françaises et anglaises sont alliées, pour les besoins *actuels* de la guerre; les nations ne le sont pas. Elles ne le seront jamais tant que la France restera l'alliée de la Russie.

* * *

En analysant la correspondance de sir Edward Grey, antérieure à la guerre, j'ai noté les traces multiples et marquées de son vif désir de marcher d'accord avec l'Allemagne et de se tenir à distance de la Russie et même de la France. J'ai noté le contraste entre le ton acerbe de sa réponse à la démarche personnelle et pressante du Président Poincaré et la note invariablement amicale de ses conversations avec le Prince Lichnowsky.

Plus révélatrice encore est la dépêche de sir Edward Goschen, en date du 8 août, publiée comme supplément du *Livre blanc*. Elle est reproduite en entier dans le *Livre bleu* canadien.

Il ne s'agit plus ici d'une dépêche hâtive, livrée au télégraphe dans l'énervement de la rupture des relations diplomatiques. C'est un long document, écrit à tête reposée, à Londres, sous l'oeil vigilant du Foreign Secretary. Il contient le récit très circonstancié des dernières heures passées à Berlin par l'ambassadeur d'Angleterre. Ce qui frappe d'étonnement le lecteur peu averti, c'est le soin tout particulier que sir Edward Goschen met à relater les attentions délicates et courtoises qu'ont eues pour lui le Secrétaire d'Etat von Jagow, le sous-Secrétaire von Zimmermann et le chancelier lui-même, M. von Bethman Hollweg. Il exprime son regret de quitter ces "compagnons de travail" — *"fellow workers"*. Il marque le contraste entre les bons soins dont il a été l'objet et les opprobres infligés à "ses collègues", les ambassadeurs "de Russie et de France."

Et tout ceci, qu'on ne l'oublie pas, après la déclaration de guerre, après la violation du Luxembourg et de la Belgique.

Pourquoi toutes ces *mamours*, au moment où la presse anglaise des cinq continents prêchait la guerre sainte contre la "barbarie allemande"? Tout simplement pour ménager les rapprochements futurs. Les discours enflammés, les dénonciations violentes, les accusations de vandalisme, tout cela sera mis au compte des "passions de la foule" et des "nécessités de la guerre."

* * *

Qu'on se le tienne pour dit: dès que le territoire de la France et celui de la Belgique auront été évacués, avant même que l'armée française — qui, dans les colonnes des journaux jingos, s'appellera plus que jamais *the British Forces* — ait franchi le Rhin, on entendra parler d'intervention et de paix. Les propositions ne viendront ni de Londres ni de Berlin, encore moins de Paris ou de Pétrograd. Les premiers appels au "sens commun" des belligérants, aux "intérêts supérieurs de la civi-

lisation", partiront de New-York, où la finance anglaise et la finance allemande sont toute-puissantes — ou de Rome, où la diplomatie anglaise est prépondérante. (*)

L'Italie intacte et l'Angleterre fortifiée — elle aura, à ce moment, deux fois plus de troupes en réserve qu'elle n'avait d'hommes sous les armes au début de la guerre et quatre fois plus qu'elle n'en mettra au feu de toute la guerre, — l'Italie et l'Angleterre seront alors en mesure de parler ferme. Très probablement aidées de l'influence des Etats-Unis, elles imposeront la paix à la Russie, *avant que l'Allemagne ne soit réduite ni même sensiblement affaiblie.*

Naturellement, les chances de la guerre peuvent apporter des modifications à ce programme. Une poussée de la Serbie vers l'Adriatique peut forcer l'Italie à entrer dans le conflit plus tôt que le cabinet britannique ne le désire. La saisie de quelque navire battant pavillon américain et faisant la contrebande pour le bénéfice de l'Allemagne peut jeter le poids de l'influence des Etats-Unis contre les Alliés — et c'est alors que nous aurions bonne mine, avec cinquante ou cent mille soldats canadiens en Angleterre, en France, ou en Egypte! L'action persistante de la diplomatie russe, favorisée par la mort du roi Charles de Roumanie, peut coaliser toutes les puissances balkaniques et rendre la Russie maîtresse absolue de la situation, en dépit de l'Angleterre et de l'Italie.

Mais quoi qu'il arrive, on peut être certain que les hommes d'Etat britanniques ne désirent ni le triomphe de la Russie, ni l'écrasement complet de l'Allemagne, ni même une France trop forte.

Si la France refuse de suivre l'Angleterre dans son évolution et de tourner son influence contre la Russie qui l'aura virtuellement sauvée, elle verra revivre à brève échéance les jours de Fachoda.

A mes lecteurs, je répète ce que je disais à ce Français entrevu le 2 août: Ne criez pas à la perfidie! Cette politique d'oscillation, de demi-alliances qui se dérobent, d'*ententes* qui se nouent et se dénouent selon le cours des événements et sans autre mobile que la sauvegarde des intérêts britanniques, c'est la politique traditionnelle et nécessaire de la Grande-Bretagne; c'est la conséquence inévitable de sa situation géographique, de l'éparpillement de ses possessions, de sa propre dépendance économique. Si elle prétend rester maîtresse des mers, elle ne peut tolérer qu'aucune puissance devienne assez forte sur terre pour avoir ensuite la tentation et le loisir de s'attaquer à sa suprématie maritime. Si le Kaiser avait donné au gouvernement britannique l'assurance absolue que l'Allemagne ne construirait, d'ici dix ans, aucun vaisseau de guerre, aucun torpilleur, aucun sous-marin, aucun Zeppelin, pas un soldat anglais n'aurait traversé la Manche — ni pour "sauver" la France, ni pour protéger la neutralité de la Belgique.

Encore une fois, ce n'est pas de la perfidie ou de la déloyauté: c'est une nécessité. Les hommes d'Etat anglais *ne peuvent pas* être en même temps loyaux à leur pays et fidèles à leurs alliances. En toute occasion,

(*) Pour les gens peu renseignés, je m'empresse de préciser que par "Rome" je veux dire le Quirinal et non le Vatican.

ils ont sacrifié la fidélité internationale à leur devoir envers leur propre pays. Qui saurait les en blâmer?

C'est ce qu'il faut reconnaître — et ne pas tromper le peuple canadien comme on le fait en ce moment, au risque d'amonceler les causes de discordes nationales.

Les conséquences au Canada

Qu'arrivera-t-il, au Canada, le jour où l'Angleterre, changeant son fusil d'épaule, refera *l'entente cordiale* avec l'Allemagne, les débris de l'Autriche et l'Italie, contre la Russie et contre la France?

Naturellement, la presse jingo et impérialiste changera de lyre. Elle dénoncera la "barbarie slave". A Montréal et à Québec, elle signalera les dangers que la Russie schismatique fait courir "à la religion". Les journaux mi-religieux mi-impérialistes se ressouviendront des persécutions que la France a fait subir à l'Eglise. Les patriotes hurleront : "*Deutschland uber alles!*" comme ils crient aujourd'hui "*Vive la France!*". Pour quelques-uns de ces pitres, ce ne sera d'ailleurs que l'affaire d'afficher dans la rue les sentiments qu'ils distillent aujourd'hui portes closes.

Mais nos pauvre pious-pious, enrôlés par les rhéteurs, les politiciens et les puffistes, pour aller défendre nos " *deux mères patries*" ? Et la masse des Canadiens-français, odieusement trompés par ceux qui ont pour mission spéciale de les éclairer?

Croit-on que leur "attachement à l'Angleterre qui les protège" en sera notablement accru?

Est-ce ainsi que l'on prétend vraiment travailler à "l'union des races", à la "concorde nationale"?

Si l'on s'était borné à faire appel à tous les Canadiens, sans distinction de races, afin d'offrir aux nations alliées des secours proportionnés aux ressources du pays; si l'on avait motivé ces secours par le seul intérêt général et *non obligatoire* que le Canada peut avoir à prêter main forte aux deux nations auxquelles il doit les éléments de sa civilisation, fort bien.

Mais lorsqu'on s'adresse aux Canadiens-français en particulier, qu'on leur enseigne, avec force tirades enflammées, qu'ils sont *doublement tenus* de s'enrôler, parce qu'en servant l'Angleterre, ils aident "leur seconde mère patrie", la France, on fait de fort mauvaise besogne, grosse de conséquences désastreuses pour l'avenir.

Lorsque l'Angleterre sera de nouveau l'ennemie de la France, comme elle l'a été six siècles durant, comment les Canadiens-français feront-ils le partage du *double devoir* qu'on veut leur imposer aujourd'hui: obéiront-ils au "devoir de loyauté", en servant l'Angleterre contre la France? ou au "devoir de sentiment", en levant l'étendard de la révolte contre l'Angleterre, pour aider la France? Contre laquelle de leurs "deux mères-patries" lèveront-ils une main matricide?

Les hommes à courtes vues et les démagogues sans conscience et sans responsabilité qui ont entrepris cette campagne sont les véritables

fauteurs des discordes nationales. Si la guerre civile éclate dans notre pays avant dix ans, leur mémoire en portera le poids.

Combien plus sages, plus clairvoyants, plus véritablement patriotes étaient les hommes d'Etat qui ont fait la Confédération! Interprétant à l'ancienne façon, qui était la bonne, le Droit naturel, l'histoire et la Constitution, ils avaient assigné au peuple canadien des obligations correspondant à ses droits dans l'Empire; ils avaient mesuré les responsabilités militaires de la colonie à l'aune de son autorité politique, ils ne lui avaient imposé d'autre devoir que celui de défendre son propre territoire.

Sous l'empire de cette sage tradition, le Canada, forcé de subir les dangers de la politique anglaise en Amérique, faussement appelée "doctrine Monroe", en réclamait les avantages. Pays d'Amérique, il évitait de se mêler aux conflits de l'Europe ou de l'Asie, *même quand l'Angleterre y jouait sa tête, sa peau ou son commerce.* Et ni clerc ni laïque ne s'en scandalisait.

* * *

Si, dans le conflit actuel, les chefs de la nation canadienne, après avoir expressément réservé les principes que je viens de rappeler, et sans reconnaître aucune obligation, nulle devant l'histoire, la Constitution et le Droit naturel — le vrai, — s'étaient bornés à demander au parlement et au peuple canadien de prêter main forte à la France, à la Belgique et à l'Angleterre; — s'ils avaient proportionné cette aide aux ressources du pays et aux besoins réels de ces nations, et surtout des plus éprouvées : la France et la Belgique; — s'ils avaient adopté les mesures les plus urgentes et les plus élémentaires pour maintenir la vie économique du pays et empêcher l'Allemagne de s'alimenter largement à nos dépens; — s'ils n'avaient pas grotesquement dénaturé les causes réelles du conflit et la nature véritable des relations de la France et de l'Angleterre: — s'ils avaient fait tout cela, ils auraient obtenu facilement l'appui sincère de la masse du peuple canadien, même pour l'envoi d'un nombre raisonnable de troupes, au lieu d'un acquiescement muet et trompeur à des mesures mal prises, faussement motivées et appuyées d'aucune précaution propre à permettre au pays de soutenir à la fois son effort militaire et la crise économique qui l'accompagne.

Au lieu de dépenser cent à cent cinquante millions pour enrôler et maintenir sur pied pendant des mois, des années peut-être, *un grand nombre* d'hommes mal vêtus, mal chaussés et pas disciplinés, ils auraient, avec la cinquième partie de cette somme, organisé un contingent convenable de soldats bien disciplinés et parfaitement équipés.

Au lieu de *faire cadeau*, tout d'un coup, en vrais *quêteux à cheval*, à la très riche Angleterre, de millions de sacs de farine et de meules de fromage, — qui *pourrissent aujourd'hui sur les quais de Liverpool* parce que les Anglais ne savent qu'en faire, tandis que des millions de Belges crèvent de faim et que des milliers de Canadiens ont à peine de quoi manger, — ils auraient organisé avec intelligence et méthode la production économique et agricole du Canada; ils auraient contrôlé avec vigilance l'opération des tarifs de transport; ils auraient veillé avec soin

à empêcher tout accaparement de vivres: ils auraient dirigé l'exportation des produits canadiens et même les dons de la charité publique ou individuelle, de manière à répondre aux *véritables besoins*, à soulager les *vraies misères*, au lieu de donner tout au riche et rien au pauvre; et surtout, ils auraient adopté des mesures propres à soutenir *jusqu'au bout* l'endurance de l'effort des nations dont ils se prétendent les amis.

Mais non, il fallait à tout prix que l'aide du Canada prît une forme puffiste, tapageuse, sonore, digne des parvenus cossus et ventrus qui dominent la Haute Finance, le Gros Commerce et la Grande Politique de la Nation Canadienne. Il fallait aussi qu'elle profitât *surtout* aux boodlers, aux vampires, aux fournisseurs de pots-de-vin et de souscriptions électorales, aux trafiquants de bottes en peau de vache fraîche et de rasoirs *made in Germany*.

Gloire à l'Empire!

* * *

A mesure que la lumière se fait, que les conséquences de l'impéritie corrompue de nos pouvoirs publics se dessinent, le peuple s'aperçoit qu'il a été trompé, trahi et volé — sans profit pour l'Angleterre et ses alliés. Les haines couvent, les rancunes s'amoncellent, les réactions se préparent.

Les gens haut perchés, qui ne prennent pas un contact journalier avec la foule, n'ont pas encore entendu le grondement de la colère qui monte.

Ils l'entendront plus tard — trop tard peut-être.

APPENDICES

I

L'ENTENTE CORDIALE

(*Extrait du livre blanc anglais "Miscellaneous", No* 6, 1914—[Cd. 7467].

"Enclosure 1 in No. 105".

"SIR EDWARD GREY TO M. CAMBON".

Foreign Office, November 22, 1912.

My dear Ambassador,

From time to time in recent years the French and British naval and military experts have consulted together. It has always been understood that such consultation does not restrict the freedom of either Government to decide at any future time whether or not to assist the other by armed force. We have agreed that consultation between experts is not, and ought not to be regarded as, an engagement that commits either Government to action in a contingency that has not arisen and may never arise. The disposition, for instance, of the French and British fleets respectively at the present moment is not based upon an engagement to co-operate in war.

You have, however, pointed out that, if either Government had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, it might become essential to know whether it could in that event depend upon the armed assistance of the other.

I agree that, if either Governement had grave reason to expect an unprovoked attack by a third Power, or something that threatened the general peace, it should immediately discuss with the other whether both Governments should act together to prevent aggression and to preserve peace, and, if so, what measures they would be prepared to take in common. If these measures involved action, the plans of the General Staffs would at once be taken into consideration, and the Governments would then decide what effect should be given to them.

Yours, etc.,

E. GREY.

* * *

"Enclosure 1 in No. 105".

M. CAMBON TO SIR EDWARD GREY.

L'Ambassade de France.

Londres, ce 23 *novembre* 1912.

Cher Sir Edward,

Par votre lettre, en date d'hier, 22 *novembre, vous m'avez rappelé que, dans ces dernières années, les autorités militaires et navales de la France et de la Grande-Bretagne s'étaient consultées de temps en temps; qu'il avait toujours été entendu que ces consultations ne restreignaient pas la liberté, pour chaque gouvernement, de décider dans l'avenir s'ils se prêteraient l'un l'autre le concours de leurs forces armées; que, de part et d'autre, ces consultations entre spécialistes n'étaient et ne devaient pas être considérées comme des engagements obligeant nos Gouvernements à agir dans certains cas; que cependant je vous avais fait observer que, si l'un ou l'autre des deux Gouvernements avait de graves raisons d'appréhender une attaque non provoquée de la part d'une tierce Puissance, il deviendrait essentiel de savoir s'il pourrait compter sur l'assistance armée de l'autre.*

Votre lettre répond à cette observation, et je suis autorisé à vous déclarer que, dans le cas où l'un de nos deux Gouvernements aurait un motif grave d'appréhender soit l'agression d'une tierce puissance, soit quelque événement menaçant pour la paix générale, ce Gouvernement examinerait immédiatement avec l'autre si les deux Gouvernements doivent agir de concert en vue de prévenir l'agression ou de sauvegarder la paix. Dans ce cas, les deux Gouvernements délibèreraient sur les mesures qu'ils seraient disposés à prendre en commun; si ces mesures comportaient une action, les deux Gouvernements prendraient aussitôt en considération les plans de leurs états-majors et decideraient alors de la suite qui devrait être donnée à ces plans.

Votre sincèrement dévoué,

PAUL CAMBON.

Comme on le voit le texte français est, en réalité, la traduction exacte du texte anglais.

II

L'ETAT D'ESPRIT ET LA SITUATION EN ANGLETERRE

(Extrait d'un article paru dans le *Correspondant* du 25 août 1914).

Les passages imprimés en italiques sont ceux qui corroborent particulièrement les opinions émises par le DEVOIR.

Quelques-uns, parmi les lecteurs du *Correspondant,* ont trouvé parfois les articles que j'ai eu le grand honneur d'écrire dans cette Revue entachés de pessimisme. C'est un reproche que je ne crois pas mériter. Dire à des gens pour lesquels on éprouve de l'affection, à propos de faits dont peuvent dépendre leur avenir, leurs intérêts et jusqu'à leur existence, qu'ils se font des illusions, qu'ils ne savent pas la vérité, la savoir et la leur dire, n'est pas faire preuve de pessimisme. C'est remplir un devoir, et ce devoir, avec l'aide du *Correspondant,* j'ai la conscience de l'avoir rempli.

Plus que bien d'autres, je me félicite des résultats maintenant acquis pour la coopération militaire des deux pays; mais ne valait-il pas mieux savoir exactement sur quoi la France pouvait compter que de leurrer l'opinion avec des contrats inexistants, ce qui pouvait, dans une crise, amener d'amères désillusions? Heureusement, le coup de folie de l'empereur Guillaume violant la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, a simplifié toutes choses en frappant l'Angleterre *au vif non seulement de ses intérêts, mais de son honneur.*

Mais je n'étais pas pessimiste quand j'affirmais, malgré tout, qu'il n'existait aucun traité ou accord engageant l'Angleterre à donner son concours et son appui armés. "La Triple Entente, a dit Sir E. Grey le 3 août aux Communes, n'est pas une alliance, c'est un groupe diplomatique... Nous n'avons jamais rien donné de plus et n'avons jamais rien promis de plus que notre appui diplomatique. Dans la crise actuelle, jusqu'à hier (2 août), nous n'avions jamais promis autre chose que notre appui diplomatique."

Je n'étais pas pessimiste quand je disais qu'il y avait en Angleterre un grand parti, dont était le gouvernement, opposé à toute idée de guerre avec l'Allemagne. Lorsqu'a éclaté la crise qui a conduit à cette terrible collision, la majorité du ministère était opposée nettement à toute intervention militaire et parmi les ministres qui avaient manifesté leur opposition absolue je citerai Lord Morley, Lord Beauchamp, Mr Harcourt, Sir John Simon, Mr John Burns, Sir Charles Trevelyan, Mr Hobhouse, qui s'étaient déclarés résolus à démissionner plutôt que de cé-

der (1). Il suffit de lire les journaux libéraux, radicaux, du 27 juillet au 3 août au matin, pour constater l'opposition de *toute la presse gouvernementale* à l'envoi sur le continent du corps expéditionnaire (2).

Je n'étais pas pessimiste quand je disais que c'était une erreur de croire le corps expéditionnaire prêt à partir au premier signal, pas plus que quand je déclarais erronée l'idée que, dès le deuxième jour de la déclaration de guerre, la flotte anglaise devait joindre et combattre la flotte allemande. Je pourrais continuer ainsi longtemps à me justifier du reproche que certains m'ont fait. J'ai dit ce que je savais, ce dont j'avais toutes les meilleures raisons d'être absolument certain.

Et c'est dans le même sentiment que je viens dire aujourd'hui quel est l'état d'esprit qui anime en ce moment non seulement les Anglais, mais les Irlandais, les Ecossais et tous les peuples de l'Empire au-delà des mers. Nul ne désire plus ardemment que moi la victoire dans cette guerre de vie ou de mort, mais je ne suis pas plus optimiste aujourd'hui que je n'étais pessimiste hier et si je déclare que j'ai la conviction profonde que nous triompherons dans cette lutte sans merci, j'exprime ici non une espérance, mais une opinion établie sur des considérations sérieusement pesées.

* * *

Personne en Angleterre, à part quelques jeunes officiers et quelques vieux colonels assidus des Clubs de Pall Mall, ne souhaitait la guerre. Tous ceux qui réfléchissent savaient que ses conséquences seraient terribles, et, jusqu'au dernier moment, les efforts du gouvernement, l'intervention du Roi ont été en complet accord avec les désirs, les intérêts, la volonté de toutes les parties de l'Empire, uniquement occupé et préoccupé de son commerce, de son industrie et du règlement des graves questions intérieures qui, depuis tant d'années, pèsent sur sa politique. Il appartenait à l'empereur allemand de changer tout cela en un clin d'oeil et de soulever les peuples britanniques unis, d'un bout à l'autre de l'Empire, dans un mouvement unanime d'indignation et de mépris contre sa proposition outrageante autant que stupide que Mr Asquith a justement, en plein Parlement, qualifiée d'*infâme*. Mais personne en ce pays ne croyait à la guerre.

Les événements actuels ne m'ont cependant surpris que médiocrement. Il y a une huitaine d'années, un homme politique français me parlait de la guerre pour le printemps suivant et je lui répondais que toute guerre me semblait improbable tant que le canal de Kiel ne serait pas terminé et capable de donner passage aux plus grands vaisseaux de guerre à flot. L'élargissement du canal de Kiel a été achevé il y a quelques semaines. Depuis plusieurs mois j'ai dit à tous mes amis à Paris que, pour des motifs que je leur faisais connaître, le parti qu'on appelle communément le parti militaire, bien qu'il contienne nombre d'autres éléments que des soldats et des marins, agissait sur l'empereur par tou-

(1) L'opposition dans le ministère se rallia aux mesures les plus énergiques et à la résolution de faire la guerre avec toutes les ressources militaires et navales seulement lorsque furent connus l'ultimatum adressé à la Belgique et la réponse dilatoire faite à Berlin à Sir E. Goschen. Seuls Lord Morley, Mr J. Burns et Sir Charles Trevelyan maintinrent leurs démissions.

(2) Voir à ces dates "Daily Chronicle", "Westminster Gazette", "Daily News", "Star", "Nation", "Reynold's", "Manchester Guardian", etc.

tes les influences dont il dispose, pour le décider à la "guerre préventive", ou tout au moin pour recommencer la manoeuvre qui avait si bien réussi en 1908-09: l'apparition du "vaillant second dans la brillante armure".

Comme je crois l'avoir dit dans cette Revue, il y a quelques années, j'avais eu à diverses reprises la faveur de conversations avec lui. Dès la première fois, ceci remonte à plus de vingt ans, j'avais été frappé de son extraordinaire vanité maladive, de la certitude orgueilleuse qu'il avait d'être l'élu de Dieu; c'est de très bonne foi certainement qu'il se croit une mission divine. Les flatteurs qui l'entourent, — car quiconque ne l'encense pas est brisé comme verre, — ont su habilement faire servir cette haute opinion qu'il a de lui-même à leurs desseins. Ils ont été singulièrement aidés par les rapports récents de ses ambassadeurs qui lui représentaient la situation intérieure des pays de la Triple Entente comme très mauvaise et ne permettant pas à leurs gouvernements de songer à faire la guerre.

La machine militaire était montée au plus haut point de tension, mais *je suis de l'avis de ceux qui affirment que l'empereur ne voulait pas personnellement la guerre,* et qu'il croyait pouvoir encore, par sa menace, faire reculer les autres. L'Allemagne, — et c'est une conviction qu'on pouvait y entendre exposer avec une naïve insolence à chaque pas, — était si puissante que nul n'oserait se hasarder à la combattre, et que les téméraires qui auraient cette audace seraient sur le champ anéantis. La violation de la neutralité belge était la base du plan d'invasion de la France, il ne pouvait venir à l'esprit des directeurs de la politique allemande que la petite et faible Belgique pût avoir l'insolence et encore moins la force de leur résister; la France avait été battue en 1870, par conséquent elle devait être battue en 1914; l'Angleterre avait reculé précédemment, donc elle reculerait encore et serait trop heureuse de demeurer neutre, en échange de quelques déshonorantes garanties que, se croyant héritiers de la politique Bismarckienne, les politiques prussiens osaient lui offrir. La grande différence entre Bismarck et ses imitateurs, c'est que Bismarck n'était pas un sot et qu'il ne suffit pas d'imiter la perfidie d'un grand homme, de copier ce qu'il y a d'ignoble dans ses méthodes pour avoir ses qualités.

* * *

Je trouve une singulière analogie entre l'attitude actuelle de l'Angleterre et celle qu'elle eut à l'époque de la guerre de Crimée. Lord Aberdeen, qui était alors premier ministre, passait pour avoir de vives sympathies pro-russes et, comme secrétaire pour le Foreign Office dans l'administration de Peel, il avait entamé des négociations avec la Russie en vue d'une politique commune à poursuivre aux dépens de la France. Il ne cachait à personne son aversion pour les Turcs et pour Napoléon III. C'est, d'autre part, une erreur généralement répandue que d'attribuer à Lord Palmerston la décision déterminante qui fit prendre les armes à la Grande-Bretagne. En réalité, Palmerston n'eut alors aucune responsabilité à assumer, car il n'était ni Premier Ministre, ni Foreign Secretary lorsqu'éclata la guerre; il avait été intentionnellement placé

dans une position (au Home Office) où il ne pouvait guère exercer d'influence au moment critique, en partie par la jalousie qu'il inspirait à plusieurs de ses collègues, en partie par l'hostilité que lui témoignait la cour à l'instigation du Prince Consort.

Les sentiments connus de Lord Aberdeen avaient assez naturellement amené le Tsar Nicolas Ier et ses ministres à compter sur son refus d'appuyer la politique que suivait Napoléon III en Orient. Et cependant le Premier Ministre britannique ne put, en définitive, se refuser à se rallier à la politique de la France. Il avait une trop grande expérience politique pour partager les sentiments et les illusions du Parti de la paix, même exposés par des hommes de la valeur de Cobden et de Bright. Et il fut obligé de reconnaître simplement que l'Angleterre ne pouvait demeurer à l'écart à un moment où allait se décider la question d'Orient. Sans aucun doute, personnellement, il eût préféré un accord avec la Russie. Un semblable accord eût probablement empêché la guerre en Orient, mais il eût presque certainement conduit à la guerre avec la France. Par suite, le gouvernement britannique eut raison de pousser sa politique pro-franco-turque jusqu'à la guerre, cette guerre que Disraéli qualifiait de "juste et sans nécessité".

La guerre de Crimée eût pu être évitée si le Cabinet anglais avait suivi la ligne de conduite recommandée par Lord Palmerston, mais qu'il n'était pas en situation d'imposer, c'est-à-dire si, dès le début des négociations, il avait déclaré formellement que l'Angleterre était liée à la France et à la Turquie et que, en cas de guerre, elle combattrait comme leur alliée, et si elle avait appuyé cette déclaration d'actes ne laissant aucun doute sur ses intentions, tels par exemple que l'envoi à Smyrne d'une flotte anglaise renforçant la flotte française (proposition à laquelle s'opposa Lord Aberdeen). Une déclaration de cette nature, appuyée par de tels actes, eût très certainement désillusionné le gouvernement russe et provoqué sa retraite. De même, *si, dans la dernière semaine de juillet* 1914, *Sir Edward Grey avait fait une déclaration analogue appuyée par une mobilisation tout au moins partielle des forces navales et militaires de la Couronne, j'ai des raisons de croire que l'empereur allemand et ses conseillers y eussent regardé à deux fois;* car, avec une inconscience et une ignorance invraisemblables, ils avaient été assez fous pour croire que la Grande-Bretagne resterait neutre et accepterait les propositions odieuses que Mr Asquith, répétons-le, a justement qualifiées de "marché infâme".

Le Kaiser a non seulement mal jugé, mais il a été mal renseigné, et ni lui ni ses agents ne semblent avoir compris où ils allaient. *Un des buts poursuivis par Guillaume II était depuis longtemps un rapprochement avec l'Angleterre; il savait qu'il existait en Angleterre, le fait n'est pas niable, un grand parti en faveur d'une entente de ce genre; il savait que, malgré les bruits répandus, il n'existait aucun* engagement *liant l'Angleterre à la France et l'obligeant à autre chose qu'à un appui diplomatique; il le savait par les déclarations très franches que Sir Edward Grey avait faites à son ambassadeur,* et il était convaincu, par les rapports très récents du Prince Lichnowsky, que la situation intérieure

était grave au point de paralyser complètement l'action extérieure de l'Angleterre. La guerre civile allait éclater en Irlande (1).

Le Kaiser, dont la loyauté n'est certainement pas la qualité dominante, est fort mal équipé pour comprendre le caractère irlandais qui a de grands défauts, mais qui est profondément chevaleresque. La violation de la neutralité belge a eu un effet dont le lecteur se rendrait difficilement compte. La cynique proposition au gouvernement anglais d'autoriser cette violation a été ressentie comme un outrage personnel: Nationalistes et Orangistes, soulevés par une même indignation, ont offert avec enthousiasme leurs armes et leurs bras pour châtier l'insulteur. Le *Punch*, du 12 août, traduisait avec humour ce sentiment en représentant le leader orangiste serrant la main du chef des Nationalistes et lui disant: "Merveilleux diplomate, ce Kaiser allemand". "Oui, répondait Mr Redmond, il a fait de nous des camarades quand tout le monde avait échoué."

L'Empereur et ses conseillers semblent avoir été tout à coup pris de vertige. La Prusse est cosignataire, avec l'Angleterre et toutes les grandes puissances, du traité de 1831 garantissant la neutralité de la Belgique; elle est cosignataire, dans les mêmes conditions, du traité de 1839 qui reconnaît la neutralité belge (sans la garantir); le Gouvernement allemand connaît le traité du 11 août 1870 entre la France et la Grande-Bretagne garantissant cette neutralité, que cette dernière puissance s'engageait, vis-à-vis de l'empereur Napoléon, à faire respecter par les armes si l'Allemagne la violait; l'Allemagne, sous le règne même de Guillaume II, est cosignataire, avec l'Angleterre et les autres puissances, de la Convention de la Haye, No 5, de 1907, qui déclare: Article premier: "Le territoire des puissances neutres est inviolable. Il est interdit aux belligérants de faire passer des troupes et des convois, soit de munitions de guerre, soit d'approvisionnements, sur le territoire d'une puissance neutre". Enfin, l'Allemagne est également cosignataire du traité de mai 1867, garantissant la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg.

Les savants professeurs des Universités allemandes ont la prétention de connaître et d'enseigner l'histoire mieux que dans n'importe quel autre pays. Ils ne peuvent ignorer que, depuis les traités de 1815, la question des Pays-Bas d'abord et, depuis 1831, de la Belgique et de la Hollande a été un des pivots de la politique britannique en Europe. Constitués en principe comme barrière contre la France, ces Etats sont aujourd'hui un rempart contre l'Allemagne. La nécessité impérieuse de maintenir la neutralité de la Belgique contre toute attaque, *dans l'intérêt de l'Angleterre*, contre les empiètements allemands, a été tout récemment encore, à propos des fortifications de Flessingue, établie, démontrée et reconnue officiellement en Angleterre. La proposition, en ce qui concernait la Belgique, était donc non seulement outrageante pour l'honneur de la Grande-Bretagne, mais aussi *complètement contraire à ses intérêts et à sa politique.*

(1) Dans le courant de juillet, le Prince Lichnowsky, ambassadeur allemand à Londres, a envoyé en Irlande des émissaires chargés d'étudier la situation. Les rapports qu'il en a reçus l'ont persudé que la guerre civile était inévitable. Ces rapports ont été transmis à Berlin, où on en a tiré des conclusions fausses. Je puis certifier ces faits.

Quant à l'autre, celle qui touche à la France, elle était aussi infâme et aussi stupide. Les relations sincèrement amicales, nées de l'Entente Cordiale, étant affirmées continuellement, proposer à l'Angleterre un marché secret par lequel elle se tiendrait à l'écart et laisserait l'Allemagne s'emparer de toutes les possessions françaises hors d'Europe, pour devenir, après la défaite de la France, la plus grande puissance militaire de l'Europe et la seconde grande puissance coloniale du monde, c'est-à-dire plus puissante que l'Angleterre, — était encore aussi *contraire à l'honneur qu'aux intérêts anglais.* "Qu'avons-nous en échange de ce marché infâme? disait le Premier Ministre, la parole de gens qui nous la donnent au moment même où ils sont en train de violer leurs engagements, les traités qu'ils ont signés, les paroles qu'ils ont données."

L'effet produit par la divulgation de ces odieuses propositions fut extraordinaire. Il le devint plus encore quand, quelques moments plus tard, Sir E. Grey fit connaître au Parlement le révoltant ultimatum adressé à la Belgique.

. . . .

***

Le reste de l'article relate les manifestations diverses de toutes les classes en faveur de la guerre, l'union des deux groupes irlandais, etc. L'auteur en conclut à l'adhésion générale et enthousiaste du peuple des Iles Britanniques à la participation du Royaume-Uni à la guerre. Cet article est écrit au moment de l'effervescence de la première heure. Quelques semaines plus tard, un officier de l'armée britannique, le major REDWAY, écrit dans la BRITISH REVIEW:

"La fièvre de la guerre succéda à la panique économique; puis l'apathie reprit le dessus, et l'Angleterre se retrouva elle-même, satisfaite de savoir qu'un pour cent de la population se préparait à servir tandis que le reste fréquentait les théâtres, les courses, les champs de cricket et de football."

III

LA NEUTRALITE DU LUXEMBOURG

Pour bien comprendre l'attitude du gouvernement britannique à l'égard du Luxembourg, comme à l'endroit de la Belgique, il faut se rappeler les circonstances antérieures à la Convention de 1867.

La situation internationale du Luxembourg était toute particulière. Apanage de la maison de Nassau, le Grand-Duché était gouverné par les représentants du roi de Hollande; mais il faisait partie de la Confédération Germanique du Nord. La Prusse, prétextant l'incapacité de la Hollande à défendre le territoire du Grand-Duché, s'était fait donner par le Congrès de Vienne le droit de l'occuper militairement.

La victoire de la Prusse sur l'Autriche, à Sadowa, entraîna la rupture de la Confédération Germanique. Napoléon III, éclairé trop tard sur le danger de l'accroissement subit de la puissance prussienne, représenta au roi de Hollande que l'occupation militaire du Grand-Duché par les Prussiens n'avait plus sa raison d'être. Il offrit de l'annexer à la France, avec le consentement des habitants du pays, — comme il avait fait pour la Savoie, — en payant à la Hollande une indemnité convenable. La Prusse montra les dents. La guerre faillit éclater. L'intervention des autres puissances, et particulièrement celle de l'Angleterre, arrêta le conflit. Un congrès se réunit à Londres et conclut, en quelques jours, la convention du 11 mai 1867.

Ce traité et les circonstances qui en avaient déterminé la négociation donnèrent lieu à plusieurs débats intéressants, tant à la Chambre des Communes qu'à la Chambre des Lords. C'était sous l'administration du troisième ministère Derby, avec lord Stanley aux Affaires étrangères et Disraëli à l'Echiquier.

Dès le 5 avril 1867, sir Robert PEEL proteste énergiquement contre l'annexion du Luxembourg par la France, parce que, dit-il, "la possession du Luxembourg est, pour la France, une question de première importance, soit pour se défendre contre l'Allemagne ou pour l'attaquer."

Lord STANLEY ne cache pas l'ennui que lui ont causé les démarches de la France auprès de la Hollande. Mais il fait observer que si le gouvernement britannique a le droit de s'opposer à la *conquête* du Luxembourg par la France, il ne peut guère s'interposer pour empêcher la conclusion d'une cession volontaire et pacifique par la Hollande à la France, avec le libre consentement des habitants du pays. Du reste, il relance sir Robert Peel dans ses sympathies pro-prussiennes:

> "Le gouvernement et le peuple de ce pays, déclare-t-il, ont vu avec un acquiescement sans réserve et même, je crois, avec approbationtion l'énorme croissance de l'Allemagne, ou plutôt de la Prusse."

On est loin de l'Entente Cordiale et de la terreur du "péril allemand". La Prusse, il est vrai, n'a pas encore commencé à construire une flotte de guerre.

Du reste, l'inspiration de la politique anglaise est bien alors la même qu'aujourd'hui : — *"No interest of ours was either directly or indirectly involved"* — "Nous n'avons, dans la question, aucun intérêt direct ou indirect." — Telle est en résumé la réponse de lord Stanley aux démarches de la Prusse et aux interpellations parlementaires. Ne croirait-on pas entendre, un demi-siècle d'avance, la réponse de sir Edward Grey à M. Poincaré, à M. Cambon et au prince Lichnowsky? Il explique aussi la différence radicale de l'intérêt que l'Angleterre trouve dans la sécurité de la Belgique et celle du Luxembourg: la Belgique a une frontière maritime, le Luxembourg n'en a pas.

A quelques jours de là, le 30 avril, lord STANLEY admet que, "depuis le traité de 1839, le Luxembourg a existé sous la garantie d'une entente européenne dont l'Angleterre constitue l'une des parties."

Le 9 mai, il réitère cette déclaration :

> "Je prends pour acquis que la Chambre sait que l'Angleterre, en commun avec les autres puissances signataires du traité de 1839, *a positivement garanti, de la manière la plus complète, la plus absolue et sans la moindre réserve,* la possession du Grand-Duché de Luxembourg au roi de Hollande."

* * *

Le 13 mai, le premier ministre, lord DERBY, annonce à la Chambre des Pairs la conclusion du traité, qu'il résume ainsi :

> "Vu les changements apportés à la situation du duché de Luxembourg par sa séparation de la Confédération Germanique, il a été réglé qu'à l'avenir, et pour toujours, ce territoire sera neutralisé; il continuera à faire partie des possessions du roi de Hollande; toutes les puissances s'entendront pour reconnaître sa neutralité; le Duché sera placé sous la garantie *collective* de toutes les Puissances; la garnison prussienne sera retirée, avec toute son artillerie et ses munitions, et la forteresse sera démantelée......"

En réponse à une interruption de lord Alderley, lord Derby ajoute :

> "La garantie n'est pas [à la fois] conjointe et individuelle; c'est une garantie collective, qui n'impose à ce pays aucun devoir particulier et isolé d'en maintenir les dispositions. C'est une garantie collective de toutes les Puissances de l'Europe."

Cette déclaration assez ambiguë ne laissa pas que d'inquiéter l'opinion publique en Angleterre.

Le 14 juin, M. LABOUCHERE interpelle de nouveau le ministère. Au cours de ses observations, il laisse échapper cette réflexion satirique :

> "Rien n'a fait autant de tort au nom de l'Angleterre qu'une certaine facilité imprudente à assumer des obligations, et une grande discrétion à les remplir." — *"Nothing had done so much harm to the English name as a certain recklessness in undertaking obligations and a great discretion in fulfilling them."*

Dans sa réponse, le ministre des Affaires étrangères, lord STANLEY, définit de nouveau l'attitude de l'Angleterre. Son discours contient un passage intéressant sur les intentions pacifiques de la Prusse. *"Personne ne suppose qu'elle désire s'emparer d'aucune province française."* Trois ans avant la guerre franco-prussienne et la conquête de l'Alsace-Lorraine! Il explique que l'Angleterre, liée par le traité de 1839, ne peut se désintéresser de la question du Luxembourg, surtout à cause de sa répercussion sur la situation de la Belgique. Il admet que la nouvelle convention —

> "étend à la neutralisation aussi bien qu'à la possession du territoire du Grand-Duché, la garantie donnée précédemment. En ceci, il y a indubitablement un accroissement de responsabilité [pour l'Angleterre]..... Mais la garantie actuelle n'est que *collective*. La distinction est importante. Elle signifie qu'au cas d'une violation de la neutralité, toutes les puissances qui ont signé le traité peuvent être tenues à une action collective. Aucune de ces puissances n'est obligée d'agir seule ou séparément. C'est, pour ainsi dire, un cas de *responsabilité limitée. Nous sommes tenus en honneur,* — ce qui ne comporte aucune interprétation légale, — de concert avec les autres, à voir au maintien de l'entente..... Si les autres Puissances, dont la situation est identique à la nôtre, refusent de s'entendre, nous ne sommes pas obligés de répondre pour les autres. Cette garantie revêt manifestement le caractère d'une *sanction morale* des arrangements qu'elles protègent, plutôt que celui d'une obligation de faire la guerre. Elle donne sans doute le droit de faire la guerre, mais elle n'en impose point l'obligation."

On voit que les hommes d'Etat britanniques hésitent plus que nos publicistes et nos politiciens avant d'imposer à leur pays le fardeau de la guerre comme conséquence de leurs *obligations morales.*

* * *

A la Chambre des Pairs, le 20 juin, lord John RUSSELL, ancien premier ministre libéral, ramène la question sur le tapis et manifeste son approbation de la part prise par le ministère, au nom de la Grande-Bretagne, dans la négociation et la signature du traité. Mais il interprète l'adhésion de l'Angleterre comme une obligation d'en garantir l'exécution.

Le premier ministre, lord DERBY, exprime les mêmes réserves que lord Stanley:

> "La garantie est seulement collective; — en d'autres termes, elle ne lie les Puissances que dans une action collective. Elles sont toutes d'accord pour maintenir la neutralité du Luxembourg, mais aucune d'elles n'est tenue seule à remplir ce devoir. La distinction est des plus importantes; car les deux puissances [France et Prusse] qui pourraient violer la neutralité du Luxembourg sont elles-mêmes parties à la garantie collective; et par conséquent, si l'une de ces deux puissances viole la neutralité, les autres nations n'encourent aucune obligation. — (*the obligation on all the others would not accrue*)."

Que signifie alors la garantie collective des Puissances de l'Europe envers les nations faibles?

Lord CLARENDON, ancien et futur ministre des Affaires étrangères, ratifie l'opinion de lord Derby:

"Cette garantie est une *obligation morale*, un *point d'honneur*: c'est une entente qu'aucune des puissances signataires ne peut violer sans se déshonorer. Je crois qu'un arrangement de cette nature sera peut-être plus liant (*binding*) que les termes précis et usuels des traités; car c'est un trait caractéristique de notre époque que lorsque les traités sont trouvés incommodes on n'en a cure."

Lord RUSSELL proteste contre ces distinctions subtiles et ces interprétations décevantes:

"C'est ma conviction que si la France viole le traité et envahit le territoire du Luxembourg, les autres Puissances signataires se considèreront tenues de forcer la France à retraiter."

Lord HOUGHTON adopte le même point de vue. Il cite l'opinion d'un professeur de l'Université d'Oxford:

"Si l'atteinte portée par l'une des parties au traité libère les autres parties de leurs obligations, le seul cas où leur aide puisse être invoquée est donc un cas où cette aide serait impossible."

C'est ruiner d'un seul mot toute la thèse de lord Derby, de lord Stanley et de lord Clarendon. Et il ajoute:

"Je crois qu'aux termes mêmes du traité, les signataires sont tenus de résister à toute agression, qu'elle soit commise par l'une des Puissances signataires ou non."

Lord DERBY réitère avec force explications et exemples fort plausibles sa théorie sur la distinction à faire entre la garantie individuelle et la garantie collective des Puissances.

Lord RUSSELL repousse cette interprétation avec énergie:

"Les explications données par le noble Lord (Derby), rapportées dans les journaux et ailleurs, ont créé en Prusse une impression très désagréable. On dit communément qu'il est inutile de conclure un traité avec l'Angleterre, parce que l'Angleterre trouvera bien un moyen d'échapper aux obligations que ce traité lui impose.

. . . .

"Le noble Comte semble dire que parce qu'il n'y a pas de *garantie* individuelle il n'y a pas d'*obligation* individuelle; il considère néanmoins que ce pays conserve une obligation morale qu'il pourrait être tenu d'exécuter. Ce qui me frappe à cet égard, c'est que l'exécution de cette obligation morale devra nécessairement dépendre des circonstances éventuelles. Si la France ou la Prusse devait un jour violer la neutralité du Luxembourg, et que l'autre de ces puissances manifestât ses objections et ses protestations et en appelât aux autres nations, je considère que ces nations auraient l'obligation morale d'intimer au pays violateur l'ordre de retraiter, et qu'elles devraient au besoin appuyer leurs protestations par les armes.... Il serait fort malheureux, à mon avis, de laisser répandre dans le pays des notions erronées sur la nature de l'obligation résultant du traité et de l'induire ainsi à agir de manière à créer [à l'étranger] l'impression que *nous assumons volontiers des obligations sans aucune intention de les remplir* à l'occasion. J'espère que cette occasion ne se présentera jamais; mais si elle se présente, j'ai confiance que lorsque le temps sera venu de déterminer la nature

de l'obligation morale de l'Angleterre, cette obligation sera exécutée fidèlement et à la lettre."

* * *

Sir Edward Grey a jugé utile, dans l'intérêt de son pays, de se retrancher derrière les subtilités des hommes d'Etat torys de 1867, acceptées, il est vrai, par lord Clarendon. Il serait téméraire de l'en blâmer; mais l'adoption des vues de lord John Russell eût justifié davantage les multiples phrases de rhétorique qui ont inondé les parlements et la presse de tout l'Empire, sur *"le respect de l'Angleterre pour sa signature"* et son *"héroïque résolution de protéger les faibles contre les forts."* Ce doit être, du moins, l'avis des Luxembourgeois.

IV

L'OPINION DE M. EWART

Nous avons souvent signalé aux lecteurs du *Devoir* les écrits de M. John-S. EWART, auteur des *Kingdom Papers*.

Inutile de rappeler que M. Ewart plaida devant le Conseil privé la cause des catholiques du Manitoba. Il ne se borna pas à remplir avec zèle et intelligence ses fonctions d'avocat. Il mit au service du bon droit et de la justice son talent d'écrivain, son érudition historique et sa science des lois constitutionnelles, hors pairs au Canada. Ecossais protestant, il fit valoir devant le tribunal de l'opinion anglo-protestante les justes réclamations d'une minorité française et catholique.

Je rappelle ce souvenir parce qu'il classe l'homme. M. Ewart est plus qu'un jurisconsulte de premier ordre: il est avant tout un homme de coeur et de forte pensée, profondément épris de justice et de vérité.

Nationaliste dans toute la force et l'ampleur du mot, M. Ewart ne perd pas une occasion de démontrer que l'avenir du Canada et son unité nationale reposent sur deux pierres angulaires: le maintien intégral des droits du Canada à l'encontre des exigences et des empiètements de l'Impérialisme britannique; et l'égalité des droits des deux races canadiennes.

M. Ewart appuie toutes ses études et fortifie ses conclusions d'une richesse extraordinaire de citations et d'autorités, d'une scrupuleuse exactitude dans l'énonciation des faits, et surtout d'une clarté lumineuse et d'une logique simple, fort rares chez les Anglo-Saxons. Un écrivain anglais, M. Richard Jebb, impérialiste convaincu et loyal, lui a rendu le témoignage que, s'il est permis de différer en tout ou en partie de ses opinions, nul ne peut mettre en doute l'exactitude et la probité de ses citations.

Il appartenait à M. Ewart de porter un jugement sur les causes et les conséquences probables de la guerre européenne et de faire pénétrer un rayon de vérité à travers le nuage opaque des préjugés et des fables grossières accumulés par la presse, les politiciens, les démagogues et les agents de l'impérialisme, qui n'ont que trop réussi à égarer l'opinion publique au Canada.

C'est ce qu'il a fait dans un remarquable article, paru dans le *Citizen* (d'Ottawa), le 26 octobre. Entre parenthèses, ce journal accentue chaque jour l'attitude indépendante et sensée qui le sépare de plus en plus des feuilles de parti. C'est une indication précieuse de l'évolution qui s'opère lentement mais sûrement dans l'opinion anglo-canadienne.

* * *

Comme tous les gens intelligents et vraiment patriotes, M. Ewart trouve que *c'est le temps* de parler bon sens.

"Au cours d'une guerre qui sera longue, je le crains, nous *devrions* (*we ought to*), dit-il, nous consulter sur ses causes et ses effets probables, afin d'étudier les conditions du rétablissement de la paix.

"L'aspect le plus décourageant de la situation actuelle est peut-être l'incapacité absolue des Anglais et des Allemands de se comprendre mutuellement. Non seulement chacun croit que l'autre est clairement dans le tort, et que la preuve en est faite, mais l'un et l'autre sont incapables d'apprécier en quoi que ce soit le point de vue de l'adversaire."

Il cite les plaidoyers diamétralement opposés de deux groupes de prêtres ou de ministres de religion, les uns allemands, les autres anglais, taxant la nation ennemie de barbarie et de duplicité.

"Les Allemands disent que la détermination de l'Autriche de punir la Serbie était juste, qu'aucune nation n'avait le droit de s'interposer pour empêcher l'exécution de ce dessein, et que la guerre aurait dû être circonscrite à la lutte entre l'Autriche et la Serbie.

"Les Anglais écartent ce point de vue et affirment: 1o. que le "gouvernement britannique s'est efforcé absolument de maintenir la paix de l'Empire" — ce que personne ne conteste; 2o. que l'Allemagne est responsable de l'échec de la proposition [formulée par sir Edward Grey] d'une conférence internationale — ce qui, à défaut d'explication, *est inexact;* 3o. que l'intervention de la Grande-Bretagne "a surgi directement (*arose directly*) de la question de la neutralité de la Belgique" — *ce qui est également inexact.*"

M. Ewart, on le voit, juge comme M. Brailsford, comme le major Redway, que la protection de la Belgique n'a été que le prétexte, la "justification officielle" de l'intervention de l'Angleterre. Voyons maintenant où il trouve les causes réelles de la guerre et de l'attitude de l'Angleterre.

Causes prédisposantes et causes précipitantes

"Les causes de la guerre sont de deux sortes: les causes *prédisposantes* et les causes *précipitantes.*"

En d'autres termes, les causes médiates et les causes immédiates. M. Ewart juge avec raison que les premières sont beaucoup plus importantes que les secondes; car, d'origine lointaine et de prolongement ininterrompu, elles auraient engendré le conflit, un jour ou l'autre, à la faveur de causes *précipitantes* analogues ou non à celles qui ont opéré le déclanchement du mécanisme de mort qui broie l'Europe en ce moment.

"Les causes prédisposantes peuvent être classées sous trois titres: (a) les antipathies nationales et les antagonismes de races et de religions; (b) le système moderne des formidables alliances européennes; (c) le militarisme, avec sa formule: "*Qui veut la paix prépare la guerre.*"

"La cause *précipitante* fut la conduite coupable (*misconduct*) de la Serbie. Les prêtres allemands ont tort de dire que c'est la mobilisation de la Russie. Et les Anglais ont tort de ne tenir aucun compte (*disregarding*) des causes *prédisposantes* et de prétendre

(*alleging*) que la violation de la neutralité de la Belgique constitue le motif de l'intervention de l'Angleterre."

Comme M. Brailsford, comme tout observateur attentif qui étudie ailleurs que dans les gazettes *bleues* ou *rouges*, M. Ewart voit, dans la rivalité et la haine mutuelle du Slave et du Teuton, la première et la principale des causes "prédisposantes" de la guerre.

Du reste, il ne s'attarde pas à approfondir les origines de cette rivalité:

"Pourquoi le Teuton et le Slave n'ont-ils pu avoir assez de bon sens pour vivre paisiblement ensemble? Je l'ignore. Demandez à l'Irlande. Demandez à Asquith et à Bonar Law. Demandez aux membres du Bureau d'éducation d'Ottawa. C'est "la faute *de l'autre*". C'est toujours "la faute de l'autre". A tout événement, ils n'ont pu s'entendre: de là la guerre."

Il analyse rapidement la situation en Serbie, les ambitions et les manoeuvres de ce pays, les résistances de l'Autriche à la propagande panslave.

"On allègue contre l'Autriche que ses exigences récentes voulaient dire la guerre contre la Serbie. Je le crois. L'Autriche avait l'intention d'infliger [à la Serbie] un châtiment à main armée. *Le Royaume-Uni* [britannique] *s'est souvent cru obligé d'en faire autant.* Qu'aurait-il fait, à la place de l'Autriche?"

Il emprunte à l'organe par excellence de l'impérialisme anglais, la *Round Table* (anti-germanique), un résumé graphique des entreprises de la Serbie contre l'Autriche; et il ajoute:

"Après avoir enduré cet état de choses pendant quelques années, la Grande-Bretagne aurait probablement déclaré la guerre à la Serbie; et si quelqu'un avait suggéré une interposition ou une intervention, elle lui aurait notifié le conseil de se tenir à l'écart (*she would have warned them off*) . . ."

Toute l'histoire de l'Empire britannique le prouve. C'est de cette manière que l'Angleterre a conquis une bonne moitié de ses possessions; le reste, elle le doit à l'occupation pacifique et souvent à la conquête pure et simple, sans autre prétexte ou justification que l'agrandissement de la puissance britannique ou les intérêts de son commerce.

* * *

M. Ewart explique en deux mots l'intervention de la Russie: "*Les Serbes sont slaves; et la Russie est slave.*"

Il rend un juste témoignage aux "splendides efforts" de sir Edward Grey, "d'abord, pour empêcher toute guerre; ensuite, pour circonscrire le conflit."

Après avoir rappelé la proposition du Foreign Secretary — une conférence de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Grande-Bretagne — il écarte la prétention anglaise que l'échec de cette proposition est dû exclusivement au refus de l'Allemagne d'y accéder. Il rappelle que le gouvernement allemand ne s'est objecté qu'à la *forme* de la médiation et a suggéré une entente directe entre Vienne et Pétersbourg, et que sir Edward Grey a accédé sans réserve à cette contre-proposition. Puis, il

aborde l'étude de la seconde des causes *prédisposantes*: "les préparatifs internationaux de la guerre." C'est à cette cause qu'il faut, à son avis, rattacher l'échec des efforts de sir Edward Grey pour la paix.

> "La capacité de faire la guerre immédiatement a rendu impraticable et presque impossible l'acceptation du plaidoyer de sir Edward Grey pour un prolongement des négociations. Lorsque les troupes sont prêtes à marcher à la frontière et que le succès initial dépend d'une avance de quelques heures, aucune nation ne compte, ne *doit* peut-être compter, (*will, or perhaps ought to trust*) sur la rigoureuse inactivité de l'autre."

C'est le motif qu'ont invoqué successivement les hommes d'Etat russes et allemands.

Il explique, comme tous les gens sérieux et renseignés, que la mobilisation de la Russie a entraîné l'action immédiate de l'Allemagne; et qu'il en sera toujours ainsi tant que les nations resteront armées jusqu'aux dents, prêtes à se ruer l'une sur l'autre à la première provocation, au premier signe de danger.

Les alliances européennes

M. Ewart aborde ensuite la "troisième cause prédisposante de la guerre":

> "Le système moderne des grandes alliances européennes est responsable du conflit entre l'Allemagne et la France. L'Allemagne était liée à l'Autriche; la France, à la Russie. Et la Grande-Bretagne — comment a-t-elle été entraînée? Les ministres [de religion] anglais disent que son intervention "a surgi directement de la question de la neutralité de la Belgique." Cette affirmation n'est pas très exacte (*very fair*). Sans aucun doute, l'Allemagne, en envahissant la Belgique, s'est rendue coupable d'un crime tel que le monde n'en a pas connu de plus monstrueux; et il est également indubitable que cet acte a uni et solidifié l'opinion anglaise sur l'opportunité (*advisability*) de participer à la guerre. Mais il n'y a guère plus de doute 1o que *sir Edward Grey ne croyait pas que l'invasion de la Belgique dût nécessairement entraîner son pays;* et 2o que *sans cette invasion, le cours des événements n'eût pas été changé.*"

Il cite alors les déclarations répétées de sir Edward Grey, que j'ai relatées en faisant l'analyse du *livre blanc;* et particulièrement celles qui établissent que *postérieurement aux propositions "infamantes" de l'Allemagne,* le gouvernement britannique *n'avait pas décidé de protéger la neutralité de la Belgique.* Et il ajoute ce bref commentaire, marqué au coin du bon sens et de la logique:

> "Si sir Edward Grey avait pensé que l'invasion de la Belgique impliquait NECESSAIREMENT l'intervention de l'Angleterre, *il n'aurait pas tenu ce langage.*"

* * *

Jusqu'ici, on l'a constaté, les conclusions de M. Ewart coïncident rigoureusement avec celles de M. Brailsford et les miennes. Sur la cau-

se immédiate de l'intervention de la Grande-Bretagne, il diffère d'avec le collaborateur du *Corespondant,* dont j'ai cité précédemment l'opinion (*). Comme M. Brailsford, il croit que l'Angleterre était liée à la France plus que nous le pensons et plus que sir Edward Grey lui-même ne l'a admis. Cette conclusion, il la déduit des *contingences* de la situation.

> "Il n'y a guère de doute que nous aurions pris part à la guerre, *que la Belgique fût envahie ou non.* Sir Edward, on l'a vu, n'a pas voulu prendre d'engagement contraire; et son discours du 3 août révèle, aussi bien que le *livre blanc,* la ligne de conduite que le gouvernement eût adoptée."

Aux yeux de M. Ewart, le gouvernement britannique s'était lié suffisamment par son entente avec la France au sujet des "consultations" des tacticiens des deux pays, et surtout par la promesse d'une action éventuelle de la flotte anglaise.

> "On peut objecter, dit-il, que la Grande-Bretagne est restée neutre durant la guerre franco-prussienne de 1870, et qu'elle aurait pu en faire autant, cette année. Mais la situation était entièrement transformée. En 1870, l'Allemagne une n'existait pas encore; on ne redoutait nullement la Prusse; *la flotte prussienne était insignifiante; il n'y avait pas eu de panique allemande;* on n'entendait pas encore parler de pangermanisme; la *Velt-politik* n'était pas née. En 1870, les animosités nationales et les soupçons n'avaient pas encore divisé les deux empires. En 1914, ces sentiments avaient envahi (*permeated*) toutes les classes des deux nations."

C'est le seul point sur lequel l'opinion de M. Ewart s'écarte sensiblement de celle du collaborateur de la *Contemporary Review.* Il est juste toutefois de faire observer que l'écrivain anglais, qui vit sur les lieux, a signalé comme toute récente l'évolution des sentiments du peuple anglais à l'endroit de l'Allemagne et la modification correspondante de la politique étrangère du gouvernement britannique.

L'opinion de M. Ewart s'applique davantage à la situation qui existait ou paraissait exister lors de son dernier voyage en Angleterre. Celle de M. Brailsford peint plus exactement l'état des esprits à la veille de la guerre.

Durant mon dernier séjour à Londres, j'ai été frappé de l'optimisme et même des sympathies à peine déguisées d'un nombre considérable d'Anglais très influents à l'endroit de l'Allemagne. Le collaborateur anonyme — mais connu et très averti — du *Correspondant* a fait les mêmes constatations.

* * *

Ce qui importe davantage, c'est la concordance des vues de M. Ewart et de M. Brailsford sur la situation future de l'Europe et la politique anglaise de demain.

> "On dit qu'il faut écraser le militarisme allemand", dit l'éminent jurisconsulte. "Et laisser subsister le *navalisme* britannique? L'Allemagne doit être réduite à l'impuissance. Et laisser la Russie et la France puissantes? NON; *cela ne peut être,* pour deux rai-

(*) Appendice III, page 42.

sons excellentes: (1o) Une paix conclue sur cette base déshonorante ne peut être que l'ombre d'une trève; et (2o), en très peu d'années, nous pourrons fort bien *désirer nous-mêmes que l'ALLEMAGNE SOIT ASSEZ FORTE POUR NOUS PROTEGER CONTRE LA RUSSIE ou* (moins probablement) *contre la France.*

"Nous ne sommes pas si loin des jours où la Russie était l'*ennemi;* où Kipling dépeignait, en vers, "l'ours aux mains d'homme"; où Chamberlain dénonçait la duplicité de la Russie et disait: *"Qui soupe avec le diable doit avoir une longue cuiller";* où le même Chamberlain proposait [contre la Russie] la Triple Alliance de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Allemagne (*Annual Register*, 1899, p. 227); où le traité anglo-japonais était conclu, dans le but d'affaiblir la Russie (30 janvier 1902).

. . . .

"Pourquoi l'Europe ne s'unirait-elle pas contre l'ennemi commun afin de le tenir en sujétion? Lisez le récit des négociations de la paix après les défaites de Napoléon, l'histoire de la Sainte Alliance et des autres "concerts européens" — et vous aurez la réponse (*you will see*). L'Europe peut s'unir: elle ne restera pas unie. De nouvelles ententes, de nouveaux tassements (*alignments*), de nouvelles amitiés [se formeront] — et *la moitié de l'Europe souhaitera peut-être que l'Allemagne soit forte de nouveau* (*half Europe may wish Germany strong again*)."

"Doctrine d'enfer"

Sur l'avenir et la paix future de l'Europe, M. Ewart reste pessimiste tant que subsistera, *en Angleterre comme en Allemagne,* le culte de la force brutale. Il cite cette parole caractéristique de l'un des apôtres missionnaires de la *Navy League,* Harold Wyatt, en qui M. Ewart voit le digne émule de Bernhardi, le glorificateur allemand de la guerre et de la force armée:

"La victoire dans la guerre est la méthode par laquelle, dans l'économie de la providence de Dieu, la nation saine se superpose (*supersedes*) à la nation malsaine. La vérité, c'est que les armements sont le réflexe de l'âme nationale. La force immense de l'Allemagne, sur mer et sur terre, est le réflexe de conditions morales et sociales meilleures que les nôtres." (*)

Voilà qui sonne bien à l'unisson des invocations du Kaiser au Dieu des batailles.

Il n'y a pas longtemps, je demandais à un publiciste anglais très averti: "La cause profonde de la rivalité et des haines entre Anglais et Allemands n'est-elle pas tout simplement que vous poursuivez le même idéal: la domination du monde?" — *"Of course!"* répliqua-t-il sans hésiter; *"and we hate them because they are now showing themselves stronger than we are!"*

Tant que ces "doctrines de l'enfer" — c'est ainsi que M. Ewart les qualifie — domineront en Allemagne et en Angleterre, on ne peut guère espérer, selon lui, une paix durable.

"Quelques-uns des incidents de la guerre actuelle nous aideront à décider s'il est vrai que la puissance militaire de l'Allemagne est le réflexe de sa moralité supérieure, ou si le culte du militarisme

(*) Nineteenth Century, septembre 1914.